UCL Université catholique de Louvain

Chaire InBev Baillet-Latour
« Union européenne–Chine »

Les Etats-Unis face aux puissances émergentes : quelles stratégies à disposition des protagonistes ?

Tanguy Struye de Swielande

NOTE D'ANALYSE 6

Note d'Analyse 6

Tanguy Struye de Swielande

Les Etats-Unis face aux puissances émergentes : Quelles stratégies à disposition des protagonistes ?

Février 2010

Note d'Analyse 6

Du programme « Union européenne – Chine », Chaire InBev Baillet-Latour

Publication périodique réalisée par la Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine ». Les opinions émises dans les notes d'analyses n'engagent que la responsabilité des auteurs. Il est interdit de reproduire partiellement ou intégralement sur quelque support que ce soit le présent ouvrage sans qu'il ne soit fait explicitement mention des sources.

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.
Conception et mise en page du présent numéro : Alain De Neve.
Pour nous contacter :
Site Internet : http://www.uclouvain.be/265598.html
Email : tanguy.struye@uclouvain.be
© Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine », 2010.

Docteur en sciences politiques de l'Université catholique de Louvain (UCL), Tanguy Struye de Swielande est professeur à l'Université catholique de Louvain, aux Facultés universitaires catholiques de Mons et à l'École Royale Militaire. Il est également coordinateur de la Chaire InBev Baillet-Latour « Programme Union européenne-Chine » et chercheur au Centre d'Études des crises et des conflits internationaux (CECRI). Ses domaines de compétence sont la politique étrangère et de sécurité des grandes puissances, la géopolitique, la géostratégie, la géoéconomie et la géoculture.

« *FORGET the sentimental notion that foreign policy is a struggle between virtue and vice, with virtue bound to win. FORGET the utopian notion that a brave new world without power politics will follow the unconditional surrender of wicked nations. FORGET the crusading notion that any nation, however virtuous and powerful, can have the mission to make the world over in its own image. REMEMBER that diplomacy without power is feeble, and power without diplomacy is destructive and blind. REMEMBER that no nation's power is without limits, and hence that its policies must respect the power and interests of others* »[1].

H. Morgenthau

Albert Camus lors de la remise de son Prix Nobel déclarait : « *Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse* »[2]. Ce début de 21ème siècle constitue un défi important pour les principales puissances. Le nouveau contexte mondial se caractérise par des situations plus complexes que par le passé. Dans ces conditions, à l'évidence, les puissances sont confrontées au problème de penser une nouvelle stratégie « intégrale » sans avoir déjà réellement identifié leur nouvel adversaire et sans courir le risque de provoquer les autres puissances du globe. C'est dans ces circonstances, comme le rappelle le général Salvan que « pour atteindre les buts de leur concept les chefs politiques ont besoin d'une méthode et de moyens, c'est la stratégie ». Cette dernière est « l'ensemble des méthodes et moyens permettant d'atteindre les fins exigées par le politique »[3]. En reprenant l'analyse de C. Layne la grande stratégie serait alors un processus en trois temps: 1) la détermination des intérêts sécuritaires vitaux d'un Etat ; 2) l'identification des menaces envers ces intérêts et 3) la décision de comment employer au mieux les ressources politiques, militaires et économiques de l'Etat afin de protéger ces intérêts[4]. La « stratégie

---

Remarque: Cette note d'analyse est une actualisation d'un article paru en 2008 dans les Cahiers du RMES.

[1] Morgenthau, H., *In Defense of the National Interest: A Critical Examination of American Foreign Policy*, New York, Alfred A. Knopf, 1951.

[2] Cité dans Solana, J., « L'union européenne, acteur global », in *European Security and Defense Policy*, Issue 3, January 2007, p. 8.

[3] Cité dans Del Valle, A., « De la stratégie à la géopolitique, quelques éléments d'une approche pluridisciplinaire », in *Géostratégiques*, n° 4, 2001.

[4] Layne, C., « From Preponderance to Offshore Balancing », in *International Security*, Vol. 22, n° 1, Summer 1997, p.88.

intégrale »[5] articulerait ainsi la sécurité extérieure aux facteurs d'ordre interne que sont tant les ressources économiques et la capacité de production des acteurs que leur culture ou idéologie et les institutions politiques qui les expriment[6]. La grande stratégie d'un Etat représente donc une feuille de route délimitant les grands objectifs de la politique étrangère. Bien que cela lui soit difficile, il est donc fondamental pour un Etat d'établir une stratégie générale, une grille de lecture sur le long terme qui lui permette de définir ou de redéfinir ses priorités par rapport au monde. En l'absence d'un tel cadre conceptuel structurant, les réponses aux faits sont incohérentes et réactives et les ressources allouées à ces mêmes réponses le sont en général à court terme. Mais la façon de déterminer la grande stratégie dépend de la puissance.

Qu'est-ce la puissance aujourd'hui ?

L'objectif de cette section n'est pas d'entrer dans le débat théorique de savoir si oui ou non on peut définir la « puissance» quantitativement ou scientifiquement, mais de comprendre en termes généraux comment interpréter la puissance. Ces dernières années, et certainement quand on aborde la définition de « puissance émergente », la puissance a été quasi synonyme de puissance économique. Et d'une certaine manière c'est compréhensible vu la redistribution économique dans le monde. D'autant plus que la puissance économique forme le pilier de tout développement soutenu. Mais le développement économique dépend de nombreux facteurs : «*Signs that a country is on the road to economic power include a strong and stable currency, adequate foreign exchange reserves, inflows of foreign investment, rising productivity, manageable inflation, and a declining level of poverty. Other indicators reflect the degree of urbanization, levels of education, social indicators such as life expectancy, and others*»[7]. Et nous pouvons y ajouter les ressources

[5] Lucien Poirier défendra, le concept de « stratégie intégrale », lequel signifie que *« le projet politique s'accomplit par … la manœuvre de l'ensemble composite des forces spécifiques que génère (stratégie des moyens) et emploie (stratégie opérationnelle) chacune des stratégies englobées que sont ses trois composantes : les stratégies générales économique, culturelle et militaire »*. (Poirier, L., « Une méthode de stratégie militaire prospective (1969-1974) », in *Essais de stratégie théorique*, Les Sept Epées, cahiers n° 22, FEDN, 1983, p. 113.)

[6] Barréa, J., *Théories des Relations Internationales : de l' « idéalisme » à la « grande stratégie »*, Namur, Editions Erasme, 2002, p.5.

[7] Global Strategic Assessment 2009, America's Security Role in a Changing World, Institute for National Strategic Studies, National Defense University Press, Washington, D.C. 2009, p. 13.

naturelles, les infrastructures et la bonne gouvernance. Une économie forte est donc une précondition indispensable pour être puissant, mais pouvons-nous définir la puissance seulement en s'appuyant sur l'économie ?

Une « économie émergente » n'est pas nécessairement une « puissance émergente »[8]. La puissance ne se réduit pas à l'économique. Et bien qu'il existe de nombreuses études sur la définition de la puissance, nous pensons que la formule définie par Ray Cline il y a quelques décennies, bien que discutable, est toujours pertinente, parce qu'elle met l'accent sur les caractéristiques objectives et subjectives de la puissance.

$$\mathbf{Pp = (C + E + M) \times (S + W)}$$

Pp: Perceived power, C: Critical mass, E: Economic capability, M: Military capability, S: Strategic purpose, Will to pursue national strategy

Aujourd'hui on parle de High and Low politics (Wolfers) ou de Soft et Hard power, mais sur le fond rien de révolutionnaire. Et des politologues tels que N. Spykman, R. Steinmetz, H. Morgenthau et G. Fischer, quand ils définissent la puissance partagent la même approche envers le concept de puissance, même s'ils mettent l'accent sur d'autres points. Donc la puissance est quelque chose de complexe et ne s'appuie pas uniquement sur la variable économique, mais dépend également entre autres de la puissance militaire, politique, démographique, culturelle, asymétrique et perceptuelle[9]. En conséquence, la puissance est aujourd'hui plus diffuse,

[8] "*Projecting economic growth is rife with uncertainties. A generation ago, many people believed that Japan's continued success would make it the world's leading economy. There are even greater uncertainties about how economic prowess will translate into geopolitical influence*". (Global Strategic Assessment 2009, America's Security Role in a Changing World, Institute for National Strategic Studies, National Defense University Press, Washington, D.C. 2009, p. iv.), p.17.

[9] Aujourd'hui plus que par le passé, la puissance sur la scène internationale ne comprend pas que des facteurs mesurables ou quantifiables, elle varie également avec la représentation qu'on en a. Images de soi, de l'autre, de soi face aux autres, d'une menace, du monde en général, il apparaît que la dimension cognitive de la puissance est considérable.

fragmentée, diluée que par le passé. La répartition de la puissance dans un monde caractérisé par l'interdépendance et la mondialisation est aussi plus inégale. La puissance n'est en outre pas nécessairement fongible ou transférable d'un secteur à l'autre. Pour pouvoir confronter l'hégémon, une puissance émergente doit pouvoir être présente sur tous les échiquiers. Et la puissance est également déterminée par un processus dynamique. En effet, l'interaction et les différentes stratégies en jeu vont également définir le système international de demain. En effet une chose est d'avoir de la puissance, une autre est d'en faire (bon) usage.

Fin du monde « unipolaire » ?

Si l'après guerre froide se caractérise par un monde unipolaire, la politique étrangère américaine n'a jamais été impériale mais plutôt hégémonique. L'hégémonie, en nous appuyant sur la définition de J. Goldstein est « *la possibilité d'imposer les règles et les arrangements qui gouvernent les relations internationales, politiques et économiques, ou du moins de posséder une prépondérance en ce domaine (…) L'hégémonie économique suppose la capacité de devenir le centre de l'économie mondiale. L'hégémonie politique signifie que l'on peut dominer militairement le reste du monde* »[10]. Comme l'écrit par conséquent L. Reboud : « *A la différence de la situation hégémonique de type impérial où l'hégémon peut faire ce qu'il veut, et tout ce qu'il veut, sans avoir besoin de passer des alliances, cette nouvelle hégémonie se situe évidemment à un niveau inférieur* »[11]. Aussi, est-il plus approprié de parler d'hégémonie relative, plutôt que d'impérialisme ou d'hégémonie absolue.

Si nous suivons encore l'analyse de C. Layne, qui parle d'hégémon pour définir la position des Etats-Unis sur l'échiquier international, plusieurs caractéristiques sont à retenir : 1) militairement il a de telles capacités qu'aucun autre Etat ne peut le défaire ; 2) il jouit d'une suprématie économique dans le système international ; 3) il agit en fonction de ses intérêts sécuritaires, économiques et idéologiques ; 4) l'hégémon étant la seule superpuissance, on se retrouve par définition dans un système

---

[10] Goldstein, J., *Long Cycles :Prosperity and War in the Modern Age*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1988, p. 281.
[11] Reboud, L., « La puissance est-elle synonyme d'hégémonie? » (www.upmf-grenoble.fr/curei/cahiers/16/reboud.pdf).

unipolaire (ou tendant vers l'unipolarité) ; 5) l'hégémon voudra instaurer un certain ordre ; 6) et on tendrait ainsi vers un monde plus hiérarchisé et moins anarchique[12]. Ce qui sous-entend dès lors que la puissance hégémonique n'est pas « toute-puissante » et qu'elle est freinée dans ses objectifs mais que « *elle obtient la majorité de ce qu'elle veut la plupart du temps, et que son influence sur les autres Etats est plus grande que l'inverse* »[13]. Cela étant le monde est régi par les concepts du « dilemme de sécurité » et de *self-help*, ce qui signifie qu'indépendamment de la manière dont Washington se comporte, il y a toujours une tendance à freiner ou contrer la superpuissance.

Si les Etats-Unis se trouvent depuis la fin de la guerre froide dans une position semblable que celle de la Grande Bretagne après la bataille de Waterloo : une position prédominante ; les autres puissances se sentent menacées par la puissance hégémonique, que représente Washington. La prépondérance ayant de surcroît un coût important, tôt ou tard, il y a un déclin relatif, alors que parallèlement les autres puissances montent en puissance. Washington verra donc dans un avenir certain sa puissance être d'abord rattrapée, ensuite égalée et enfin peut-être dépassée[14].

Afin de rééquilibrer le système, les puissances émergentes - Russie, Inde, Japon, Chine, Union européenne, Brésil - sont en effet de plus en plus tentées de se retrouver en position de porte-à-faux vis-à-vis des Etats-Unis. Leur objectif est de créer un monde multipolaire qui affaiblirait du même coup la puissance américaine. Laquelle selon de nombreux chercheurs ne constitue en conséquence qu'un « intermède stratégique », bientôt dépassé. Aussi la question n'est-elle pas de savoir si d'autres puissances chercheront à rétablir un équilibre, mais plutôt quand elles y parviendront. L'axe franco-allemand par le biais de l'Union européenne, la Chine du fait de sa récente croissance (l'adoption de capitalisme aidant), l'Inde, le Japon et la Russie, tous revendiquent sans doute légitiment leur part dans la paternité de la nouvelle donne. Il existe

[12] Layne, C., « The Unipolar Illusion Revisited. The Coming End of the United States' Unipolar Moment », in *International Security*, Vol.31, n° 2, Fall 2006, p. 11.
[13] Layne, C., « The Unipolar Illusion Revisited. The Coming End of the United States' Unipolar Moment », in *International Security*, Vol.31, n° 2, Fall 2006, p. 12.
[14] Smouts, M-C, Battistella, D. et Venesson, P., *Dictionnaire des relations internationales,* Paris, Dalloz, 2003, p. 94.

donc une réelle volonté de rééquilibrer le système international[15], car chacun continue à garantir sa sécurité, en raison de sa méfiance envers l'autre. A cette fin, l'Etat renforce ses capacités défensives et/ ou offensives. Ce qui entraîne une réaction en chaîne des autres Etats, qui à leur tour vont accroître leurs capacités. La recherche de sécurité obtenue par les uns, engendre automatiquement l'insécurité chez les autres. Pour Herz ce dilemme de sécurité est « *le fait que les actions entreprises unilatéralement par un Etat pour assurer sa sécurité tendent, quelles que soient ses intentions, à accroître l'insécurité des autres Etats* »[16]. D'une tendance centripète à la coopération, par ralliement à la puissance dominante (*bandwagoning*) on se dirige vers une tendance plus centrifuge (*balancing*); contrebalancer la puissance dominante. C'est un réflexe géopolitique et géostratégique[17], l'unique superpuissance représentant automatiquement une menace pour toutes les autres puissances[18]. C'est d'ailleurs le paradoxe du statut de superpuissance, plus son influence s'accroît, plus elle engendre une réaction. Que ce soit Alexandre le Grand, Napoléon ou Hitler, pour ne prendre que quelques exemples tous ont échoué sur le moyen ou le long terme, car les relations restent caractérisées par le dilemme de sécurité.

Pour J. Owen, ce réflexe ne se réduit toutefois pas seulement au réalisme traditionnel ou au néoréalisme, et donc aux questions de puissance, de sécurité ou d'anarchie, mais s'explique également par la culture, l'histoire, etc. Il est d'ailleurs intéressant de faire un parallèle avec la thèse de S. Huntington du choc des civilisations. « *Dans le monde nouveau* », écrit-il « *les conflits n'auront pas essentiellement pour origine l'idéologie ou l'économie. Les grandes causes de division de l'humanité et les principales sources de conflit seront culturelles (…) Les lignes de fracture entre civilisations seront les lignes de front de l'avenir* ». Pour Huntington, ces différences entre civilisations sont réelles et sont le résultat de l'histoire. Les civilisations sont dans un état de coexistence

[15] Pour plus de détails lire Skidmore, D., « Understanding the Unilateralist Turn in U.S. Foreign Policy», in *Foreign Policy Analysis*, 2005, 2, pp.207–228.
[16] Cité dans Smouts, M.-C., Battistella, D., Venesson, P., *Dictionnaire des relations internationales,* Paris, Dalloz, 2003, p. 129.
[17] Isaac Newton: toute action entraîne une réaction opposée et équivalente.
[18] Nous rejoignons ainsi la thèse défendue par entre autres Layne, C., « The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Arise », in *International Security*, 17, (4) Spring 1993; Waltz, K., « The Emerging Structure of International Politics », in *International Security*, vol. 18 (2), Fall 1993; Mastanduno, M. « Preserving the Unipolar Moment: Realist Theories and US Grand Strategy After the Cold War », in *International Security*, vol. 21 (4), 1997.

délicat et précaire[19]. En d'autres termes, pour la première fois de l'histoire les puissances, n'appartiennent pas à une seule civilisation, mais à plusieurs. Les relations internationales qui, au cours de ces derniers siècles se sont joué dans le cadre de la civilisation occidentale sont de plus en plus désoccidentalisées. On parle d'ailleurs de plus en plus de « fragmentation culturelle », qui dans la pratique se caractérise par la résurgence du nationalisme et de l'extrémisme un peu partout. En faisant référence à Sundeep Waslekar nous entrerions dans *an age of competitive fundamentalism*[20]. Ce phénomène n'est donc pas à sous-estimer. Il se développe ainsi des « idéologies de rupture » par rapport aux valeurs reconnues en Occident. Tel fossé idéologico-culturel ne peut qu'entraîner des approches différentes au niveau politique, social et stratégico-militaire. La dimension identitaire ou culturelle est ainsi susceptible de devenir une source de conflits de plus en plus importante entre les sociétés et au sein même de ces dernières. Dans le monde actuel l'identitaire, le culturel a pris une dimension encore trop peu souvent prise en compte dans les équilibres géopolitiques et cela aussi bien au niveau de la géopolitique de l'identitaire, du culturel que du *soft power* au service de la géopolitique. On ne peut dès lors faire abstraction de ces questions quand on étudie les enjeux et équilibres internationaux à venir.

La défense des différentes cultures et traditions est donc une autre raison qui pousse les autres puissances à ne pas accepter l'hégémonie et le modèle américain. Les élites des puissances sont différentes les unes des autres et défendent de cette façon des modèles politiques distincts. Or exister ne peut se faire qu'en relation par rapport à autrui et se fait si on suit A. Wendt sur base de relations amicales, inamicales ou rivales. Etant donné que le système international est anarchique et composé d'identités différentes, il est important de maîtriser les identités présentes sur l'échiquier international. En d'autres termes, les acteurs agissent sur la base de significations qui ne sont pas que des réalités matérielles mais également des constructions sociales. Cette construction sociale est importante car c'est elle qui déterminera si l'équilibre des forces à venir

[19] Huntignton, S., « The Clash of Civilization? », in *Foreign Affairs*, Vol. 72, n°3, 1993, pp. 22-49 ; *Le choc des civilisations*, Paris, Editions Odile Jacob, 1997.
[20] Waslekar, S., *An Inclusive World. In which the West, Islam and the Rest have a Stake*, Mumbai, Strategic Foresight, 2007.

sera « doux » ou « dure » ou en reprenant l'analyse de Buzan, s'il y aura conflit, coexistence, coopération ou convergence[21]. Les préférences stratégiques d'un Etat ne dérivent donc pas uniquement de sa « puissance matérielle relative », mais est plutôt le résultat d'une interaction entre « la puissance relative » et « l'idéologie relative »[22]. Or aujourd'hui nous vivons au niveau systémique toujours dans un monde anarchique hobbesien ou en tout cas lockien, caractérisé par une relation de rivalité. Par consequent pour D. Simes: « *Whether or not the United States now views itself as an empire, for many foreigners it increasingly looks, walks, and talks like one, and they respond to Washington accordingly* »[23]. Dans ce contexte, face au pays de l'Oncle Sam et cela indépendamment de son comportement, offensif ou défensif, s'impose par conséquent un contrepoids.

P. Rodman, *Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs*, résumait déjà en 1999 assez bien cette question dans un ouvrage intitulé *Uneasy Giant*, à savoir que la prédominance extraordinaire dont bénéficie les Etats-Unis est un problème plus qu'une aubaine. La majorité des autres grandes puissances se sont donnés comme objectif central de leur politique étrangère de contrebalancer la puissance américaine[24]. Si, les Etats-Unis resteront encore pour un certain temps la superpuissance, on se dirigera tôt ou tard vers une redistribution plus égale des pouvoirs. Ikenberry, n'observe-t-il pas que « *Theory enables one to say that a new balance of power will form, but not to say how long it will take. National and international conditions determine that. Those who refer to the unipolar moment are right. In our perspective, the new balance is emerging slowly: in historical perspectives, it will come in the blink of an eye* »[25].

Le peer competitor et la guerre hégémonique

Avant d'aborder les stratégies à disposition des puissances émergentes un mot sur le concept de *peer competitor*. La *Rand Corporation* a consacré

[21] Buzan, B., *The United States and the Great Powers*, London, Polity Press, 2004, p. 30.
[22] Owen, J. « Transnational Liberalism and American Primacy; or, Benignity Is in the Eye of the Beholder », in *America Unrivaled: The Future Of the Balance of Power*, (edited by) John Ikenberry, New York, Cornell University Press, 2002, p.242.
[23] Simes, D., « America's Imperial Dilemma », in *Foreign Affairs*, Vol. 82 (6), 2003.
[24] Rodman, P., *Uneasy Giant : The Challenges to American Predominance*, Washington D.C., Nixon Center, 1999, p.2.
[25] Ikenberry, J., *America Unrivalled: The future of the balance of power*, Ithaca, Cornell University Press, 2002, p.54.

quelques recherches aux aspects théoriques de ce concept. Aussi, nous appuierons-nous principalement sur l'étude intitulée *The Emergence of Peer Competitors : A Framework for Analysis* pour expliquer le principe de *peer competitor*. Cela étant, il convient toutefois de se rappeler – au moins au plan académique – des travaux d'O. Organski et de son concept central de *power transition*[26] ; lequel porte en germe, au-delà des mots la nouvelle notion de *peer competitor*.

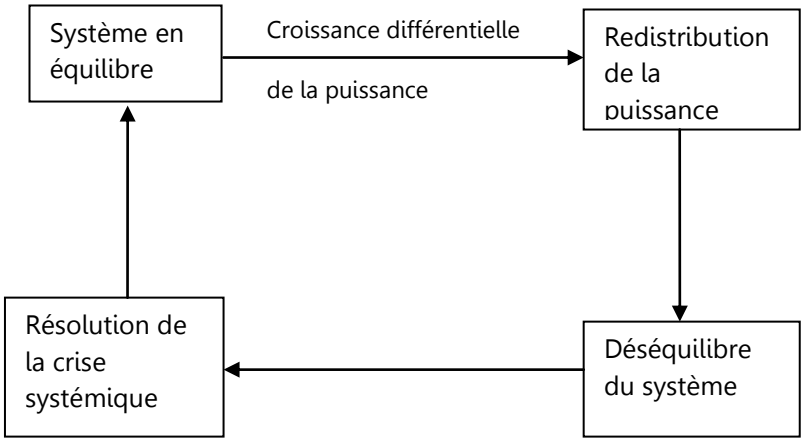
Le concept de *peer competitor* présente à vrai dire l'avantage de renvoyer autant à des capacités (*peer*), qu'à des intentions (*competitor*). Les deux aspects sont en effet nécessaires et indispensables pour prétendre au statut de *peer competitor*. Un Etat hostile qui manque des capacités nécessaires pour défier son adversaire autrement qu'à l'occasion d'une crise locale ou inversement, la puissance sans l'hostilité, ne conduit pas à l'émergence d'un *peer competitor*. L'on entend dès lors par *peer competitor* « *un Etat ou un ensemble de challengers ayant la puissance et la motivation de confronter les Etats-Unis à une échelle internationale de façon soutenue et à un niveau suffisant rendant l'issue d'un conflit incertaine même si les Etats-Unis disposent leurs ressources de façon effective et appropriée* »[27]. Revenons sur les principaux termes de la définition. La Rand en épingle quatre: la puissance, la motivation, l'échelle mondiale et l'issue douteuse de la confrontation. *Primo*, la puissance. Il s'agit de puissance économique, politique, militaire et autres (= *hard* et *soft power*). *Secundo*, les motivations, lesquelles se caractérisent par la volonté de remettre en question le *statu quo*, afin d'accroître sa propre puissance et de réduire celle de son adversaire. *Tertio*, l'échelle mondiale se définit, pour sa part, par les capacités globales, non pas dans chaque région du monde, mais bien dans les endroits et régions critiques (ex. centres industriels, régions riches en matières premières,…). *Quarto*, enfin, l'issue en doute renvoie au fait que la victoire de la puissance dominante n'est pas assurée ou garantie. La défaite est donc possible. On en revient ainsi à un aspect particulier de la notion de *power transition* qui comporte la question du futur rapport de forces énoncé en termes absolus.

---

[26] Organsky, A., *World Politics*, New York, A.A. Knopf, 1968, pp.338-376.
[27] Szayna, T., Byman, D., Bankes, S., Eaton, D., Jones, S., Mullins, R., Lesser, I. et Rosenau, W., *The Emergence of Peer Competitors : A Framework for Analysis*, Santa Monica, California, Rand Corporation, 2001 (MR-1346-A), pp.7-8.

Le danger réel étant que la puissance du *statu quo* (les Etats-Unis) soit confrontée à une puissance révisionniste, ce qui pourrait aboutir à ce que R. Gilpin appelle la « guerre hégémonique »[28]. Car comme remarque Firedberg: « *Fast-rising powers tend to be disruptive of existing international order, in large part because they are reluctant to accept the institutional constraints, border divisions, and hierarchies of political prestige established when they were relatively weak. Emerging powers often seek to change, and sometimes to overthrow the status quo, and to establish new arrangements that more accurately reflect their new conception of themselves and of their preferred role in the world* »[29]. Pour Gilpin, un système international est stable, si aucun Etat n'estime profitable de remettre en question ce système. Un Etat essaiera par contre de bouleverser le système international si les bénéfices escomptés surpassent les coûts. Le système sera alors secoué et un nouvel équilibre international reflétant la nouvelle distribution de pouvoir, verra le jour[30].

Figure 1 : Cycle des puissances



Source: Gilpin, R. War & Change in World Politics, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 12.

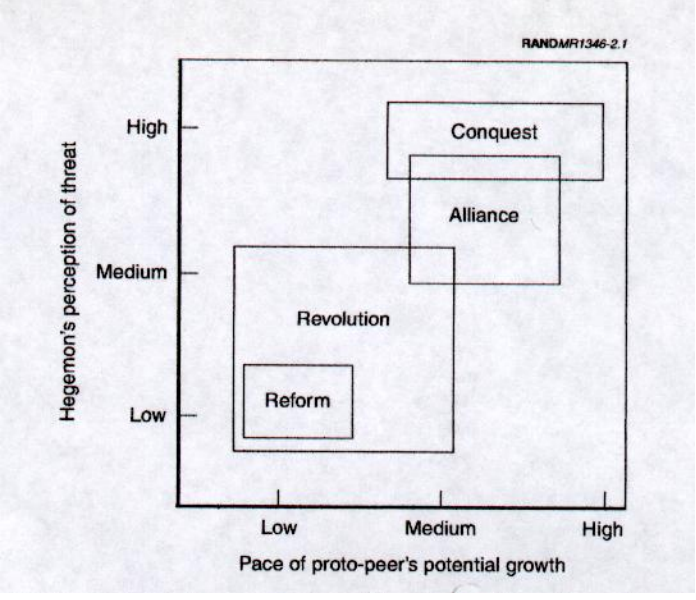
[28] Lire Gilpin, R., *War and Change in World Politics*, Cambridge University Press, United Kingdom, 1981.
[29] Firedberg, A.L., « Asian Allies : True Strategic Partners », dans Robert Kagan, William Kristol (edited by), *Present Danger: Crisis and Opportunity in American Foreign and Defence Policy*, San Francisco, Encounter Books, 2000, pp. 200-201.
[30] Gilpin, R., *op.cit.*, pp. 10-11.

S'ensuivra un nouveau système hiérarchique, accompagné de nouvelles règles, imposées par la nouvelle puissance hégémonique.

Stratégies à disposition des puissances émergentes

Pour accroître sa puissance, la puissance émergente, dispose toujours selon l'étude de la Rand de quatre grandes stratégies : la stratégie de la réforme, la stratégie de la révolution, la stratégie de l'alliance et, enfin, la stratégie de la conquête[31]. Soit deux stratégies d'adaptation portant l'effort sur l'ordre interne de l'acteur, d'une part, et deux, stratégies extérieures, de l'autre ; les deux premières pouvant se présenter comme les préalables aux deux secondes.

Figure 2: Les stratégies du proto-peer competitor



Source: Szayna, T., Byman, D., Bankes, S., Eaton, D., Jones, S., Mullins, R., Lesser, I. et Rosenau, W., *The Emergence of Peer Competitors: A Framework for Analysis*, Santa Monica, California, Rand Corporation, 2001 (MR-1346-A), p.14.

[31] *Ibidem,* pp. 14-45.

La première stratégie interne est celle de la réforme (*Reform strategy*). Les capacités militaires nécessaires pour rivaliser avec les Etats-Unis nécessitent en effet une économie proche de celle des Etats-Unis en termes de productivité, de taille et de PIB. Une période soutenue de croissance économique est en outre requise. Ce qui sous-entend une certaine réglementation, l'investissement dans l'éducation et la santé, l'ouverture des marchés, l'investissement étranger, la démocratisation de la société, etc. Les réformes augmentent de la sorte l'argent disponible et la base industrielle nécessaire à la puissance militaire. Des réformes sont également susceptibles d'accroître la formation et l'éducation des militaires, d'encourager l'innovation technologique et d'autres facteurs multiplicateurs de puissance. Ladite stratégie de la réforme nécessitera toutefois quelques décennies. Il en résulte que la stratégie à long terme de la réforme ne peut qu'inquiéter la puissance installée, non pas l'alarmer. Comme le notent les auteurs de l'étude de la *Rand Corporation*: « *La puissance hégémonique a plusieurs années pour approfondir les intentions du concurrent à venir et de le convaincre du bien fondé du statu quo* »[32]. Dans le cadre de la *Reform strategy*, on observe que les puissances émergentes appliquent l' *internal balancing* ou *economic prebalancing*[33], qui consiste à éviter de contrebalancer la superpuissance de façon prématurée entre autres en étant lancé dans une course aux armements. Les pays se concentrent d'abord à rattraper le retard technologique et économique pour accroître leurs capacités. C'est la politique menée entre autres pas la Chine à travers sa politique de « développement pacifique » et de « société harmonieuse », ainsi que la Russie à travers sa politique énergétique.

Pour accélérer le processus de transition, la puissance émergente dispose cependant de la stratégie de la révolution (*Revolution strategy*)[34], qui consiste dans l'exploitation d'une révolution politique ou militaire. Pareille, révolution est grosse d'une possibilité de croissance rapide des

[32] Szayna, T., Byman, D., Bankes, S., Eaton, D., Jones, S., Mullins, R., Lesser, I., Rosenau, W., *op.cit,* p.19.

[33] Layne, C., « The Unipolar Illusion Revisited. The Coming End of the United States' Unipolar Moment », in *International Security*, Vol.31, n° 2, Fall 2006, pp.7-41.

[34] « *(For our purposes), a revolution is a change that results in a fundamental shift in government or alters the sources of national wealth and power. After a revolution, what counts for measuring often changes and a government's transformational capacity is often completely altered* ». (Szayna, T., Byman, D., Bankes, S., Eaton, D., Jones, S., Mullins, R., Lesser, I., Rosenau, *op.cit,* p.20.)

ressources d'un Etat. Et est à son tour souvent accompagnée d'un changement de l'agenda politique. Comme le montre l'histoire, les révolutions politiques modifient radicalement la manière dont un Etat est gouverné. D'autres méthodes s'accompagnent de nouvelles élites et institutions. Bien que les ressources en tant que telles ne varient pas, le nouveau gouvernement se révèle capable de les exploiter plus efficacement et cela pour plusieurs raisons. Pour être en mesure de survivre et de se maintenir au pouvoir, le nouveau gouvernement se doit d'être plus fort, plus adroit et plus redoutable. Dans l'enthousiasme du changement, une révolution politique parvient à mieux mobiliser et rassembler les forces économiques, militaires et autres. A noter que si la révolution facilite généralement les réformes économiques et sociales, elle n'entraîne pas automatiquement une croissance économique. Elle peut même entraîner l'effet contraire (par exemple la révolution iranienne). Une autre conséquence peut être une propension à la guerre, le gouvernement issu de la révolution y puisant l'occasion de maintenir l'enthousiasme populaire. Contrairement à la stratégie progressive de la réforme qui est prévisible, la stratégie de la révolution ne l'est pas vraiment. Une fois la révolution installée, il sied donc de décrypter les intentions du nouveau régime, souvent enclin à remettre en question le *statu quo* défendu par la puissance dominante. Si aujourd'hui le contrepouvoir dans les faits ne prend pas nécessairement la forme d'une révolution politique, on observe un retour fulgurant du nationalisme comme facteur de mobilisation des foules que ce soit en Chine, au Japon ou en Russie. Ces idéologies de substitution sont souvent une réaction pour réagir aux tensions et disparités sociales, aux divisions politiques, etc., véhiculées dans certains cas par des médias souvent au service de l'Etat.

Cela étant, selon Randal Schweller quatre facteurs au niveau domestique jouent également un rôle important dont il faut tenir compte. Primo, le consensus des élites (*elite consensus*). Les élites partagent-elles la même vision de l'environnement international et la réponse à y donner ? Secundo, la cohésion des élites (*elite cohesion*) renvoie aux divisions internes, aux fragmentations persistantes : polarisations bureaucratiques, idéologiques, culturelles, religieuses, de classes, etc. Tertio, la cohésion sociale. Les pays ayant un haut niveau d'intégration sociale et politique

auront plus facilement tendance à contrebalancer. A l'inverse, les pays sans grande cohésion sociale appliqueront plutôt par exemple le *buck-passing*[35] ou le *bandwagoning*, mais sans grande efficacité. Enfin il y a la variable du degré de vulnérabilité. Des pays faibles ou instables auront plus difficiles à s'imposer[36]. L'ensemble de ces variables, en fonction de leur intensité, de leur présence, etc. détermineront si oui ou non il y aura possibilité de *balancing* et de remettre en question le système international. Par conséquent des pays qui bénéficient de la même puissance matérielle (économique et militaire) n'auront pas nécessairement la même puissance sur la scène internationale en raison des facteurs internes.

Enfin, la « révolution militaire ». On entend par là non pas une révolution politique menée par la classe militaire, mais bien les périodes au cours desquelles les interactions entre l'industrie et la guerre aboutissent à une innovation technique dont l'ampleur bouleverse la configuration du rapport des forces au niveau du système mondial et entraîne en parallèle un changement dans les doctrines et les stratégies. Une révolution dans les affaires militaires est difficile à prévoir et ne devient évidente que rétrospectivement, une fois qu'elle s'applique dans la pratique au niveau stratégique, doctrinal, opérationnel et tactique. Pour la puissance dominante, la *RMA* ou Transformation développée par la puissance émergente se présente comme des mises en garde. Si on ne peut aujourd'hui parler de quelconque révolution militaire, on constate des investissements importants en matière de défense. Excepté pour l'UE, ils sont en forte augmentation chaque année en Russie, en Chine et en Inde. Ces pays investissent aussi bien dans les moyens traditionnels (chars, navires, avions, etc.) que dans la cyberguerre, le déni d'accès et autres moyens asymétriques.

La troisième façon de défier la puissance dominante est l'alliance avec d'autres puissances (*Alliance strategy*). Pareille, alliance a principalement trois fonctions ; bénéficier des capacités (principalement militaire) d'un tiers, accroître les ressources nécessaires pour augmenter la puissance (profiter de la connaissance scientifique d'un allié dans un domaine donné) et enfin dénier à la puissance dominante l'accès à une région

[35] Cf. *Infra*
[36] Schweller R.L., *Unanswered Threats*, Princeton, Princeton University Press, 2006, pp.11 et s.

particulière, riche en ressources ou stratégiquement intéressante. Afin de rendre l'alliance effective, certains facteurs peuvent jouer un rôle important. Ainsi en est-il de la peur, des intérêts communs, du partage de la même idéologie, etc. Les alliances seront en général plus offensives, la volonté de remettre en question le *statu quo* en étant la principale motivation. La stratégie de l'alliance n'est cependant pas sans dangers, la puissance acquise du fait d'alliances n'étant pas aussi fiable que celle acquise par soi-même. La puissance dominante ne manquera en outre pas de répliquer et cela pour notamment deux raisons au moins. *Primo*, aux yeux de la puissance dominante, la formation d'une alliance ne sous-entend-elle pas la volonté de changer le *statu quo* ? *Secundo*, la puissance dominante tend à surestimer la puissance de l'alliance hostile, tout en négligeant les facteurs de division interne de l'alliance en question.

L'*external balancing* ou la formation d'alliances apparaît peu probable vu la divergence d'intérêts entre les puissances émergentes dans la situation actuelle. Il suffit d'ailleurs de rappeler les différents frontaliers entre Chine et Inde, Chine et Russie, ou Russie et Europe ou tout simplement la concurrence qu'elles se font dans les différentes régions du monde. Le coût d'une contre alliance est également élevé. Contrebalancer est de plus tout sauf une chose aisée, puisque cela sous-entend un investissement important, une confiance en l'autre, des intérêts communs et une stratégie commune. Toujours dans le contexte des alliances, certains Etats pourraient être de plus tentés par le *buck-passing*[37]. C'est le cas quand une grande puissance ne rejoint pas une alliance contre la superpuissance, estimant que la coalition pourra dissuader ou défaire cette dernière sans sa participation et qu'elle ne pourra qu'en ressortir renforcée. Pour K. Waltz, si les Etats faibles ont tout intérêt à contrebalancer la puissance dominante, chaque pays faible a également intérêt à ce que ce soit l'autre qui contrebalance, car le risque est élevé de s'opposer à la superpuissance. En outre, cela dépend également de la situation géographique. Plus un Etat est géographiquement proche de son concurrent, moins il pourra éviter d'être impliqué et donc d'appliquer le *buck-passing*. Inversement plus il en est éloigné, plus ce sera une option possible (*off-shore balancing*). Or la majorité des puissances

[37] Mearsheimer, J., *The Tragedy of Great Power Politics*, NY, W. W. Norton & Company, 1994.

émergentes sont reliées à l'Eurasie ou *Haertland* (Mckinder). Il y a dès lors un avantage géographique clair pour Washington. Un bloc suffisamment puissant et homogène pour s'opposer à Washington apparaît donc peu probable. Il faut d'autant plus tenir compte comme le font Brooks et Wohlforth que chaque action qui ne va pas dans le sens des intérêts américains, n'est pas nécessairement un acte contre les Etats-Unis. Les Etats peuvent agir pour défendre des intérêts propres qui concernent des questions avant tout régionales. Et quand ils agissent contre les Etats-Unis, ils peuvent le faire car ils sont en désaccord avec Washington, mais pas nécessairement par ce qu'ils remettent en question son statut ou sa puissance[38]. Dans les faits, le contrepouvoir se réalise dès lors plutôt à travers les « partenariats stratégiques » (à ne pas confondre avec l'alliance). Ce sont un ensemble de politiques bien moins percutantes que la contre-alliance.

De plus en plus on parle toutefois de soft balancing[39]. T.V. Paul définit ce concept de la manière suivante: « *Soft balancing involves tacit balancing short of formal alliances. It occurs when states generally develop ententes or limited security understandings with one another to balance a potentially threatening state or a rising power. Soft balancing is often based on a limited arms build-up, ad hoc cooperative exercises, or collaboration in regional or international institutions; these policies may be converted to open, hard-balancing strategies if and when security competition becomes intense and the powerful state becomes threatening* »[40]. Pour Walt, c'est le « *conscious coordination of diplomatic action in order to obtain outcomes contrary to U.S. preferences, outcomes that could not be gained if the balancers did not give each other some degree of mutual support* »[41]. Ce soft balancing prend souvent la forme du recours à la diplomatie, aux

[38] Brooks S.G., Wohlforth C. « Hard Times for Soft Balancing », in *International Security*, Vol 30, n°1, Summer 2005, pp. 79 et s.
[39] Lire pour plus de détails : Pape, R.A., « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy », in *International Security*, Vol.30, n°1, Summer 2005, pp. 7-45; Paul, T.V., « Soft Balancing against the United States », in *International Security*, Vol. 30, n°1, Summer 2005, pp. 46-71; Brooks S.G., Wohlforth C. « Hard Times for Soft Balancing », in *International Security*, Vol 30, n°1, Summer 2005, pp.72-108.
[40] Paul, T.V., « The Enduring Axioms of Balance of Power Theory », in Paul, T.V., Wirtz, J. et Fortmann, M., (ed.). *Balance of Power. Theory and Practice in the 21st Century*, Stanford, Stanford University Press, 2004.
[41] Walt, S., « Can the United States Be Balanced? If So, How?», Paper prepared for the annual meeting of the American Political Science Association, Chicago, Illinois, September 2–5, 2004, p.14.

institutions internationales, au droit international, aux pressions économiques. Il ne permet pas d'arrêter la superpuissance mais bien de rendre sa tâche plus complexe et le coût politique plus élevé.

Un exemple de ce *soft balancing* est le *baiting*, l'établissement de principes et d'institutions qui deviennent des référents universels. Si à l'origine la superpuissance peut s'y opposer ou les rejeter, avec le temps il pourra s'avérer difficile de le faire. Exemple Kyoto[42]. Si la stratégie du *baiting* est souvent présentée comme une approche multilatérale et prônant la sécurité collective, la réalité est plus complexe. Il est évident que le recours aux organisations internationales n'est pas innocent : une nation, un vote. Il permet de rééquilibrer le système à peu de frais et se retrouver dans des enceintes donnant le même pouvoir formel. « *C'est pourquoi* », selon J. Joffe, « *les réglementations internationales sont devenues l'équivalent fonctionnel de la tradition pure et dure de l'équilibrage par l'alliance et les armes* »[43]. Nous rejoignons encore à ce sujet l'analyse de J. Duval : « *Sous couvert d'objectifs moraux à des fins humanitaires, pacifistes ou économiques (d'une autre mondialisation), ces pays seraient tout autant les adeptes du réalisme dans la définition de leur politique. Il est en effet clairement dans leur intérêt national de contrer l'hégémonisation de la puissance américaine s'ils désirent conserver une influence suffisante pour protéger ce dernier. Mais cette stratégie n'est pas seulement une protection, c'est aussi la volonté d'étendre, de maximiser sa puissance, c'est donc l'adoption d'une politique strictement similaire à celle des Etats-Unis, mais au prisme d'intérêts et de situations et statuts clairement différents* »[44]. Un autre exemple de *soft balancing* est le bonding une puissance peut également, en collaborant avec la grande puissance, espérer pouvoir l'influencer, allant jusqu'à développer des relations personnelles avec le leader[45].

Une dernière stratégie permettant l'accroissement de la puissance est la conquête (*Conquest strategy*). Cette ultime stratégie va de la menace de l'usage de la force à la conquête proprement dite de territoires, en passant par l'établissement de sphères d'influence. Par ce biais, la

[42] Ikenberry, J., « Strategic Reactions to American Preeminence : Great Power Politics in the Age of Unipolarity », Discussion Paper, 28 July 2003.
[43] Joffe, J., *Hyperpuissance*, Odile Jacob, Paris, 2006, p.70.
[44] Duval, J., « Le tout-réalisme dans les relations internationales ? », (http://www.departmentofintelligence.com/fr/articles/ a_intelpo_1.htm)
[45] Ikenberry, J., « Strategic Reactions to American Preeminence : Great Power Politics in the Age of Unipolarity », Discussion Paper, 28 July 2003.

puissance émergente tente d'augmenter ses ressources naturelles (la colonisation de l'Afrique par exemple) ou ses avantages géographiques (la conquête de Gibraltar par l'Angleterre par exemple). Cette stratégie repose principalement sur la projection de la puissance. Imaginons la Chine devenue capable de satelliser la Corée du Nord, le Viêt-Nam ou le Laos. Ne serait-ce pas là autant d'avertissements pour la puissance du *statu quo* ? Il est clair que pareille stratégie de conquête inquiétera fortement la puissance dominante. Laquelle tentera d'autant plus de réagir, observe Organski, qu'elle estime en avoir les moyens, même sur le long terme, et que l'idéologie de la puissance montante est en flagrante contradiction avec la sienne. Dans le cadre de la stratégie du *Conquest*, on observe de plus en plus, outre une plus grande présence, dynamisme et activité dans les différentes régions du globe (ex. la présence chinoise en Afrique et russe en Asie centrale) de la part des puissances émergentes, le *buffering* pour freiner les Etats-Unis en développant ou encourageant des sphères régionales politiques propres ou ordres régionaux alternatifs[46] : CSTO, SAARC, OCS, ASEAN+1, ASEAN+3, China-ASEAN Free Trade Area (2015), Union pour la Méditerranée, etc.

En définitive, la plupart des puissances appliquent un mélange d'*internal balancing* et *soft balancing*, mais pas encore de *hard balancing*, ces puissances tenant fortement compte du dilemme du beurre et du canon.

Les stratégies d'ajustement de la superpuissance

Quelles sont maintenant les stratégies à disposition de Washington pour maintenir cette prédominance. Comme Organski avant elle, l'étude de la *Rand Corporation* s'est penchée sur cette question. On peut y lire que : « *La distribution de la puissance dans le système international varie constamment, en fonction de la rapidité ou de la lenteur de la croissance de puissance de certains Etats par rapport au hégémon. Dans ces conditions, l'hégémon doit continuellement calculer et recalculer les ratios de puissance et faire des projections qui ont pour but ultime de savoir comment préserver sa position dominante au moindre coût. […] Bien que l'hégémon soit dans une position de force, il est confronté à un perpétuel et difficile calcul d'équilibrage, d'ajustement […] dans sa stratégie relative au proto-peer (=*

[46] Ikenberry, J., « Strategic Reactions to American Preeminence : Great Power Politics in the Age of Unipolarity », Discussion Paper, 28 July 2003.

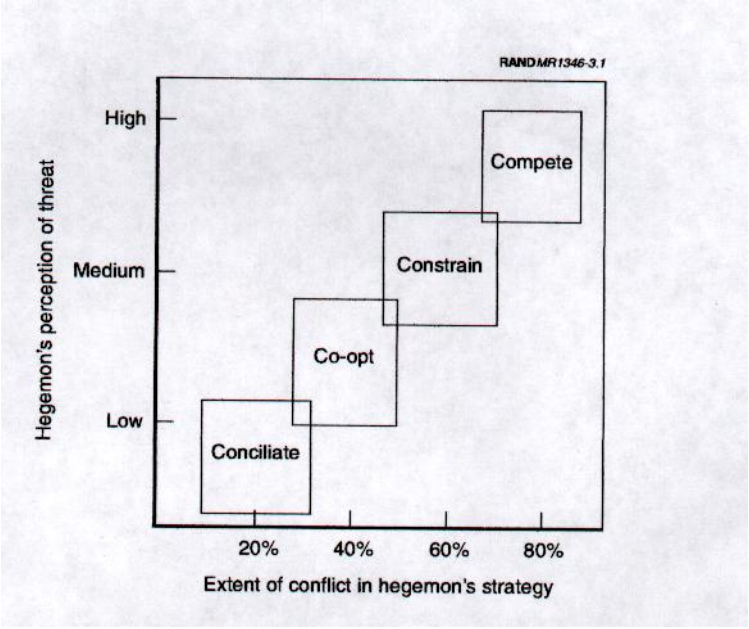
puissance émergente). Si l'hégémon réagit avec plus de force et d'engagement que nécessaire, il pourra éventuellement renforcer la détermination du proto-peer de devenir un peer competitor. Inversement, si la politique suivie est trop conciliatrice (dans le sens qu'elle est trop peu contraignante par rapport au comportement du proto-peer), alors l'hégémon risque de précipiter l'émergence d'un peer competitor »[47].

Dans la pratique, la puissance dominante identifiera rapidement les puissances émergentes potentielles des 20 à 50 années à venir. Et cela à deux niveaux (a) celui des capacités (aspect objectif) et (b) celui des intentions (aspect subjectif). Revenons à ce propos à l'étude de la *Rand Corporation*. Premièrement, la superpuissance évalue ses propres vulnérabilités à venir par rapport aux puissances émergentes spécifiques, en se basant sur sa propre projection de croissance et celles de ces dernières. En second, l'hégémon évalue également les tendances révisionnistes de ces Etats, en s'appuyant sur des estimations de projection de croissance de puissance à venir. Le premier évalue l'habilité des autres acteurs à atteindre la parité, alors que le second évalue la probabilité des autres acteurs de devenir un concurrent[48].

Au-delà de ces considérations préliminaires, quatre grandes stratégies sont à disposition de la puissance dominante : la stratégie de la conciliation, celles de la cooptation et de la contrainte et, enfin, de la compétition. Passons-les brièvement en revue.

[47] Szayna, T., Byman, D., Bankes, S., Eaton, D., Jones, S., Mullins, R., Lesser, I., Rosenau, W., *op. cit*, pp.50-51.
[48] *Ibidem*, p.51.

Figure 3: Stratégies de la puissance dominante



Source: Szayna, T., Byman, D., Bankes, S., Eaton, D., Jones, S., Mullins, R., Lesser, I. ET Rosenau, W., The Emergence of Peer Competitors: A Framework for Analysis, Santa Monica, California, Rand Corporation, 2001 (MR-1346-A), p.54.

La stratégie de la conciliation met l'accent sur les intérêts communs entre les puissances émergentes et la puissance dominante. Elle manifeste la volonté de réduire le plus possible les frictions entre les protagonistes en vue d'en faire des partenaires ou alliés, ou en tout cas d'éviter d'en faire des concurrents. Cette première stratégie implique que la puissance dominante en soit arrivée à la conclusion que les puissances émergentes n'ont pas la volonté de remettre réellement le *statu quo* en question, alors même qu'une des puissances émergentes est destinée à devenir plus puissante que la puissance dominante. Comme c'était le cas dans les rapports entre Washington et Londres au cours de l'entre-deux-guerres[49].

[49] « *The major reason why England has allowed the United States to take her place without a struggle is because the United States has accepted the Anglo-French international order. It has not upset the working rules. It has not substituted new economic or political institutions or even a new ideology. It has not required internal revolutions in any of the old major powers, and those who benefited from the order when England ran it continue to benefit from it [...]* ». (Organski, A., *op.cit,* p.362.)

Pareille situation est toutefois rare en relations internationales. D'où la nécessité pour la puissance dominante de répondre par d'autres stratégies défensives que la conciliation avec les acteurs qui la défie. La stratégie de la cooptation est une de ces alternatives. Elle se caractérise par l'objectif de réduire les possibilités des Etats de concurrencer la puissance dominante, tant qu'il est encore temps au sens où les puissances émergentes, bien qu'ennemis potentiels, ne défendent pas encore avec violence ses intérêts et ses valeurs. Bien que la coopération soit le facteur dominant de la relation, cette seconde approche ne recule pas devant la possibilité de querelles, d'altercations ou de controverses entre les deux protagonistes. Tout en essayant d'éviter le conflit, la puissance dominante essaie durant la période de transition de convaincre les Etats, par la politique de la carotte et sans toutefois exclure le recours au bâton que les règles actuelles sont les meilleures. Dans ce dernier cas, l'espoir est que ces Etats, quand ils auront atteint la parité avec la puissance dominante, continueront à appliquer les règles en vigueur. Si la puissance dominante réussit sur cette voie de la cooptation, on s'orientera sans doute à plus long terme vers la stratégie de conciliation. Dans le cas contraire, la rivalité entre les protagonistes risque de se détériorer avec en perspective, la stratégie de la contrainte, voire celle de la compétition.

La stratégie de la contrainte punit, pour sa part, la puissance émergente qui ne respecterait pas les normes en vigueur. Contrairement à la stratégie précédente, l'accent est mis sur la punition, alors même que la coopération n'est pas exclue. La puissance dominante, en cas de stratégie de la contrainte, tient en outre cette puissance pour une menace sérieuse à sa propre vision du monde. Soit un conflit de valeurs conduisant à la conclusion qu'une modification de comportement de cet Etat ne sera pas prévisible. Dans la pratique, la stratégie de contrainte se traduira par le recours de la part de la puissance dominante à diverses formes de puissance destinées à convaincre cet Etat qu'il est dans son intérêt de modifier certaines de ses attitudes. La contrainte, comme la stratégie précédente, est en général une stratégie transitoire : en cas de succès, la stratégie de la cooptation, voire celle de la conciliation, se profile à l'horizon. En cas d'échec par contre, la stratégie de la compétition ouverte sera l'ultime alternative à la disposition de la puissance conservatrice. La stratégie de la compétition se caractérise, enfin, par une

forte tension, les puissances émergentes étant déjà considérées comme une réelle menace contre laquelle la puissance dominante est décidée à réagir militairement. Lorsque la différence d'idéologie et d'intérêts rend quasi impossible toute perspective de coopération, la puissance dominante se doit d'intervenir avant qu'elles ne deviennent trop puissantes. Nous serions alors dans le scénario de la guerre hégémonique[50].

Vers un concert entre grandes puissances ?

Pour Brent Scowcroft : « *Nous avons négligé un détail : nous n'avions guère l'habitude de diriger le monde. Au cours de notre histoire, nous étions restés à l'abri de deux océans, en toute sécurité, participant aux événements internationaux quand et comme nous le décidions. Nous avions toujours eu le choix.(…) Et voilà que soudain , les autres joueurs avaient quitté la table et nous avions toutes les cartes en main. Alors oui, nous détenions le pouvoir mais nous n'avions pas l'habitude de l'exercer au nom de la communauté internationale* »[51]. Etre puissant est une chose, être trop puissant en est une autre. François de la Mothe Fénelon ne remarquait-il pas qu'il « n'est pas permis d'espérer parmi les hommes, qu'une puissance supérieure demeure dans les bornes d'une exacte modération, et qu'elle ne veuille dans sa force, que ce qu'elle pourrait obtenir dans sa plus grande faiblesse. (…) Un règne où éclaterait une justice si extraordinaire, serait l'ornement de l'histoire, et un prodige que l'on ne peut plus revoir. Il faut donc compter sur ce qui est réel et journalier, qui est que chaque nation cherche à prévaloir sur toutes les autres qui l'environnent. Chaque nation est donc obligée à veiller sans cesse pour prévenir l'excessif agrandissement de chaque voisin, pour sa sûreté propre »[52]. Une hégémonie absolue arrogante et égoïste sera en d'autres termes de toute manière une hégémonie défiée. Déjà en 1967, le sénateur Fullbright prévenait du danger que menaçait la responsabilité américaine dans le monde : « Malgré ses conséquences dangereuses et contre-productives, l'idée d'être responsable du monde entier semble

[50] Gilpin, R., *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, pp. 198-199.
[51] Brzezinski, Z., B. Scowcroft , *L'Amérique face au monde. Quelle politique étrangère pour les Etats-Unis ?*, Pearson, Paris, 2008, p.21.
[52] Cité dans Vaïsse, J, Melandri, P., *L'empire du milieu – les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide. Odile Jacob, Paris, 2001*, p. 411.

flatter les Américains et je crains que cela nous monte à la tête, tout comme le sens de responsabilité universelle a monté à la tête des anciens romains et de l'Angleterre du 19ème siècle ».[53] [54] W. Shakespeare n'avait-il pas déjà lancé une mise en garde: « O, it is excellent to have a giant's strength; but it is tyrannous to use it like a giant. »? Les Etats-Unis ont par conséquent trop souvent perdu de vue ces derniers années le principe fondamental de toute politique étrangère, défini jadis par Richelieu. Ce principe étant le suivant : « La chose qui doit être soutenue et la force qui doit la soutenir doivent être géométriquement proportionnelles »[55]. En outre, le chancelier Bismarck ne déclarait-il pas que : « Une grande puissance qui, en delà de sa sphère d'intérêts personnels, cherche à exercer une pression sur la politique des autres Etats, à l'influencer ou à la diriger, périclitera si elle quitte le terrain que Dieu lui a assigné. Elle fait alors de la politique de pouvoir et non de la politique d'intérêt ; elle a pour seul objectif l'augmentation de son prestige. Abstenons-nous d'agir ainsi ! »[56]. Voilà, le monde en train d'évoluer vers un système multipolaire, auquel les Etats-Unis incapables de s'opposer à cette évolution seraient bien inspirés, d'en tirer au contraire parti.

Si le raisonnement de Wohlforth consistant à expliquer que personne aujourd'hui ne peut concurrencer les Etats-Unis militairement ou créer une vraie contre-alliance est exact, cela ne sous-entend pas que Washington puisse garantir un système unipolaire. Si Washington est suffisamment puissant pour garantir sa prédominance dans les affaires internationales, il ne l'est pas pour assurer la « stabilité hégémonique ». Pour la majorité des réalistes, se maintenir superpuissance unique est impossible, car plus l'Etat prend de l'importance, plus il aura de responsabilités et d'obligations, avec le danger de la surextension, si bien décrite par P. Kennedy dans *Naissance et déclin des grandes puissances*. Si les Etats-Unis resteront encore pour un certain temps la superpuissance, tout doucement nous nous dirigeons vers une redistribution plus égale du pouvoir (l'image du pendule). Seule une approche géopolitique

[53] Fullbright, W., *The Arrogance of Power*,Vintage Books, 1967, p.19.
[54] Stanley Hoffmann en 1968 dans son fameux ouvrage « Gulliver Empêtré », aborde également déjà cette thèse de la prépondérance américaine (pp.88 et ss.)
[55] Kissinger, H., *Diplomatie,* Paris, Fayard, 1994.
[56] Vallotton, H., *Bismarck, l'homme de fer*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1961, p.444.

calibrée sur l'intérêt national peut faire par conséquent la différence entre ce qui compte sur le plan stratégique et ce qui est périphérique. La situation économique précaire[57], la présence des forces américaines sur de nombreux théâtres d'opérations, le scepticisme de la population américaine à l'égard des tentations impériales de certains courants idéologiques, etc. encourage une politique étrangère plus sélective, et gestionnaire. Même pour une puissance de la taille des Etats-Unis, il est donc futile, voire contre-productif de vouloir défendre un système unipolaire. C'est l'avis de politologues tels que R.F. Ellsworth et D.K. Simes « *Les Etats-Unis »,* disent-ils*, « ont une opportunité de fournir un leadership global en ce 21ème siècle. Cette opportunité comprend l'usage décisif et même sans pitié si nécessaire de la force militaire. Mais essayer de façon arrogante de remodeler le monde à l'image des Etats-Unis est contraire à la mission essentielle des*

[57] Remarque : La dette américaine est colossale, plus de 11 000 milliards de dollars. Elle est supportée par des créanciers principalement japonais, chinois, européens et arabes. Paradoxalement, cette position de débiteur ne se révèle à ce jour pas encore négative. Comme le rappelle J.-J. Roche : « *Il faut pour comprendre s'intéresser aux 7 000 milliards de dollars de placements américains dans le monde, comme l'a fait une étude de la Banque des règlements internationaux. Cette étude révèle que les Etats-Unis reçoivent plus de dividendes de leurs investissements à l'étranger qu'ils ne paient d'intérêts sur leurs dettes. En effet, les avoirs américains à l'extérieur sont essentiellement composés d'actions, alors que les créances étrangères correspondent à des titres obligatoires sur le Trésor américain. La différence de rendement entre des actions et des obligations explique donc que les Etats-Unis restent, en dépit de leurs déficits, des investisseurs bénéficiaires* ». (Roche, J.-J. « Comment la dette américaine sert la puissance des Etats-Unis », in *Sciences Humaines*, n°4, septembre-octobre 2006, p.6.) Autrement dit, si les Etats-Unis sont faillites, ils entraîneront dans leur chute toute l'économie internationale. Les dettes ne sont par conséquent pas toujours une faiblesse, mais peuvent devenir une force. Le statut des Etats-Unis dans le monde serait le gage de prospérité américaine et mondiale. Washington s'autofinance en justifiant son rôle de gendarme du monde. Washington par sa force et présence militaire dans de nombreuses régions, dispense Européens, Chinois, Japonais, Indiens, Russes, etc. d'un effort de défense à la mesure de leur richesse (Richardot, P., « Les signes de l'hyperpuissance américaine », in Aymeric Chauprade (sous la direction), in Géopolitique *des Etats-Unis (Culture, intérêts, stratégies)*, Paris, Ellipses, 2003, pp. 39 et 46). Le déficit aux Etats-Unis, en raison de la crise économique pourrait totalisera pour l'exercice 2008-2009, 8,5 % du PIB. Durant 2008, plus de 2.6 millions d'américains on perdu leur emploi, faisant grimper le chômage à plus de 7,2%. Face à la crise le plan de relance consiste à baisser les impôts des classes moyennes et à exécuter des grands travaux (développement des infrastructures, énergies renouvelables, rénovation des écoles, internet, etc.) Et de créer ainsi d'ici 2011, trois millions d'emplois. Comparé aux puissances émergentes, l'économie américaine, bien que fortement affaiblie continue à s'appuyer sur une série de piliers. D'autant plus que malgré une croissance chinoise de près de 9% en 2009, la possession de bons de Trésor américain, d'immenses réserves financières, la Chine risque d'être frappée par une bulle immobilière et reste tout comme l'Inde confrontée à des défis sociaux importants. Et si on projette que la Chine sera la première puissance économique d'ici deux décennies, elle sera encore très éloignée des Etats-Unis si on tient compte du PIB par habitant.

Etats-Unis »[58]. Washington doit éviter comme le préconisait le président J. Q. Adams déjà en 1821 d'aller « *à l'étranger pour chercher des monstres à détruire… Elle pourrait devenir la dictature du monde* »[59]. Les bons stratèges savent en effet quand il faut s'arrêter et quand il faut consolider ses acquis. L'exemple type est Otto von Bismarck, lequel provoqua trois guerres respectivement contre le Danemark (1864), l'Autriche (1866) et la France (1870), afin d'unifier l'Allemagne. Ayant accompli son projet en 1871, il remplaça sa stratégie du chaos, de l'instabilité, par une de consolidation et de réassurance, convaincant ses alliés et adversaires à accepter le nouvelle donne. Les mauvais stratèges ne savent pas quand changer de politique. Ils deviennent des « destructeurs de systèmes » plutôt que « des architectes »[60]. Il est par conséquent, préférable pour les Etats-Unis – ce qu'a bien compris le président Obama- de choisir le concept de *primus enter pares* au lieu du concept *primus solus*. Car comme le remarquait H. Kissinger : « *Le teste historique pour les Etats-Unis sera de savoir si nous pouvons transformer notre puissance prédominante contemporaine en un ensemble de normes internationales largement acceptées* »[61]. En bref, ce qui importe est une politique étrangère efficace, mesurée, humble, ouverte aux conseils des alliés et capable de s'adapter rapidement aux événements. Théodore Roosevelt ne remarquait-il déjà pas il y a plus d'un siècle à ce propos que « *les neuf dixièmes de la sagesse consistent à être sage à temps* »[62]. Washington comprend aujourd'hui que l'hégémonie américaine s'essouffle qu'il faut changer son fusil d'épaule, avant qu'il ne soit trop tard. Comme le remarquait encore D.M. Abshire : « *Les Etats-Unis ont besoin d'une approche nouvelle, adaptable et plus classique pour l'après guerre froide, une stratégie qui reste fidèle aux intérêts nationaux fondamentaux tout en offrant l'innovation, une plus grande liberté d'action, et un nouveau sens des priorités* »[63]. Afin de concrétiser leur objectif politique qui est celui de la

[58] Ellsworth, R. et Simes, D., « But American Ideas Can't Be Forced Upon the World », in *International Herald Tribune*, December 30, 1999.
[59] Adams, J.,« An Address Celebrating the Anniversary of Independence, at the City of Washington on the Fourth of July », July 4, 1821.
[60] Gaddis, J. L., *Surprise, Security and the American Experience*, London, Harvard University Press, 2004, pp. 101-102.
[61] Cité dans Nye Jr, J., *The Paradox of American Power: Why the World's only Superpower can't go it Alone*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 169.
[62] Cité dans Maurois, A., *Histoire des Etats-Unis*, (tome 2), New York, Editions Albin Michel, 1959, p. 209.
[63] Abshire, D., « US Global Policy: Toward an Agile Strategy », in *The Washington Quarterly*, Vol. 19, n° 2, Spring, 1996, p.41.

prédominance, les Etats-Unis doivent, par conséquent, renoncer au projet de sécurité collective (trop idéaliste pour un monde hobbesien-lockien), ainsi que celui de l'empire bienveillant (trop arrogant) et privilégier celui de l'engagement sélectif[64]. Ce dernier présuppose une analyse cas par cas, l'application de la Doctrine Nixon/Guam, la désignation d'Etats pivots et le maintien d'un équilibre des forces.

Afin d'illustrer nos propos revenons à Organski. Organski a hiérarchisé les Etats du système international en quatre catégories : 1) l'Etat dominant ou superpuissance, qui a proportionnellement les plus grandes ressources ; 2) les grandes puissances, qui peuvent projeter leur puissance au-delà de leur région et qui pourraient à terme rivaliser avec la superpuissance et donc participer à la structuration du système ; 3) les puissances moyennes ou régionales, qui ne peuvent défier la superpuissance ou la structure et enfin 4) les petites puissances qui se caractérisent pas un rôle limité dans leur région. En pratique, un Etat a donc le statut de superpuissance quand il a un spectre de capacités qu'il exerce à travers le système international tout entier, son action a une portée globale. Les grandes puissances ont des capacités plus réduites, mais peuvent agir dans plus d'une région. Elles pourraient à moyen terme atteindre, si les conditions sont réunies, le statut de superpuissance. Les puissances régionales se situent à un niveau encore inférieur et caractérisent des puissances qui influencent et déterminent la politique de leur région. Ce sont elles en outre qui souvent déterminent la relation entre la région et les grandes et superpuissances. Les petites puissances, bien qu'ayant un pouvoir limité peuvent jouer un rôle primordial en raison par exemple de leur position (Singapour). Buzan en s'appuyant sur les deux premières catégories estime trois scénarios possibles à l'avenir, sachant que la période de l'après guerre froide s'est caractérisé par une relation « 1+0 » :

« 1+x, où x = 3, 4 ou 5 » ;

[64] « *Une définition du consensus fondée sur l'unanimité conduit à la paralysie ; une définition du leadership se résumant à une attitude unilatérale sur tous les sujets engendre un impérialisme qui, à long terme, épuisera la puissance impériale. Louvoyer entre ces extrêmes, tel est le défi lancé à la politique américaine et à celle de ses alliés* ». (Kissinger, H., *La nouvelle puissance américaine*, Paris, Fayard, 2003, p.335.)

« 2+x, où x = 3 ou 4 » ;

« 0+x, où x = 4, 5 ou 6 »[65].

Si aujourd'hui le système est en voie de passer du « 1+0 » à « 1+x » (scénario un), on ne peut exclure à moyen terme (bien que dans les circonstances actuelles peu probables) les scénarios deux et trois, c'est-à-dire soit en raison d'une montée en puissance fulgurante par exemple de la Chine ou en raison d'un déclin relatif ou repli (réflexe isolationniste) des Etats-Unis. Dans le scénario deux, on évoluerait plus que probablement vers un système bipolaire « doux » ou « dure », dans lequel les autres grandes puissances doivent probablement choisir un camp, en particulier dans un système bipolaire « dure ». Dans le scénario trois on évoluerait plutôt vers un système classique d'équilibre des forces, là aussi « doux » ou « dure », en fonction des « bonnes » ou « mauvaises » relations entre les grandes puissances.

En privilégiant le scénario un, les Etats-Unis pourraient cependant se diriger vers un système international, qui se traduirait par les mécanismes d'un système fondé sur le modèle bismarckien et du rôle de balancier. Elle permettrait une plus grande légitimité de la prépondérance américaine car aucune autre puissance n'aurait intérêt à remettre ce système en question. Cette approche permettrait une plus grande flexibilité, une retenue stratégique et une rapide adaptation aux nouvelles réalités des relations internationales. Parallèlement, une politique plus ouverte aux institutions internationales, aux traités internationaux et un recours plus large au *soft power* rendrait la prédominance américaine plus aisée et légitime. Tout l'art de la politique étrangère américaine sera de rendre dans les années à venir sa prédominance acceptable pour les autres, seule manière pour Washington de réaliser sa « Destinée manifeste ». En d'autres termes, en reprenant les termes de C. Bell : « *admettre sa propre prééminence, mais agir politiquement comme si elle vivait encore dans un monde partagé entre plusieurs centres de pouvoir* »[66]. Un pays aux moyens humains, économiques et militaires aussi immenses que ceux des Etats-Unis ne peut tout faire: « *S'il s'assigne des objectifs qui tendent au maximum ses*

[65] Buzan, B., *The United States and the Great Powers*, London, Polity Press, 2004, pp. 69 et s.
[66] Bell, C., « American Ascendancy and the Pretense of Power », in *The National Interest*, n° 57, Autumn 1999, pp. 55-63.

forces, il dilue sa puissance et entre bientôt dans la voie du déclin relatif; s'il se fixe des buts très en deçà de ses possibilités et de ses responsabilités, il abdique son statut de grande nation et risque de subir des événements qu'il ne maîtrise pas »[67]. Si les Etats-Unis tiennent à leur statut, ils devront suivre une politique de ce que Walt appelle *self-restraint* (d'auto-restriction). A cette fin, Walt préconise une série de mesures : 1) Maintenir ses capacités sans arrogance (plus les Etats-Unis s'affaiblissent, plus les autres puissances y verront une occasion pour contrebalancer) ; 2) Avoir une main de fer dans un gant de velours ; 3) Prendre des mesures pas uniquement dans l'intérêt des Etats-Unis, mais également dans celui des alliés ; 4) Maintenir certains alliés sous contrôle ; 5) Eviter les généralisations et étudier par conséquent les dossiers cas par cas ; 6) Mettre l'accent sur les aspects défensifs, plutôt qu'offensifs ; et 7) Rendre la prédominance américaine légitime[68]. Il est à ce propos intéressant d'observer que le *National Security Strategy* (NSS) de 2006 définit cinq principes semblables devant guider les relations avec les autres grands centres de pouvoir : 1) Elles doivent être analysées dans leur contexte régional et global et pas seulement bilatéral ; 2) Elles doivent être soutenues par des institutions régionales et globales pour faciliter une coopération plus efficace ; 3) Elles doivent se construire sur le respect de la dignité de l'être humain, du respect de la loi et la démocratie ; 4) Bien que Washington ne dictera pas aux autres grandes puissances leurs choix, elle influencera les bases sur lesquels, ils seront faits ; 5) Si Washington estime devoir pouvoir agir seul, si nécessaire, elle admet que peu de choses peuvent s'accomplir sans une coopération soutenue avec ses alliés et ses partenaires.

Tout nous pousse à croire dès lors que les Etats-Unis sont déjà entrés dans un long processus de transition. S'ils cherchent à éviter un système d'équilibre des forces classique[69] (scénarios 2 et 3), ils le font au bénéfice

---

[67] Heffer, J., *Les Etats-Unis de Truman à Bush*, Paris, A. Colin, 1990, p.151.

[68] Walt, S., « Keeping the World 'Off-Balance' : Self-Restraint and U.S. Foreign Policy », in *America Unrivalled: The Future Of the Balance of Power*, (edited by) John Ikenberry, New York, Cornell University Press, 2002, pp.141 et s.

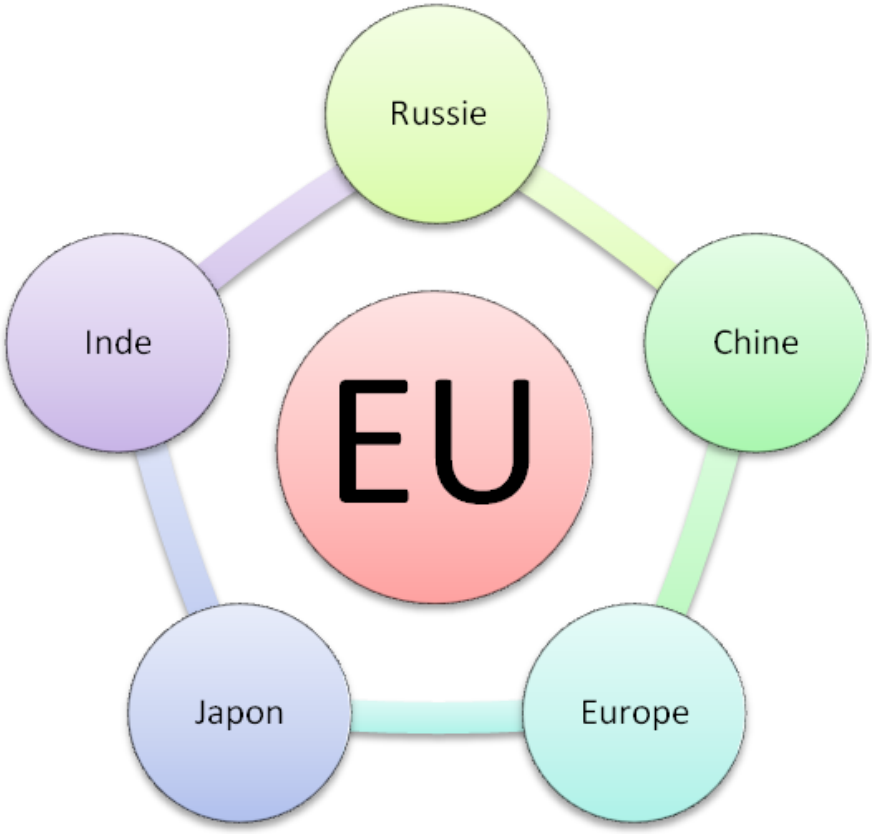
[69] Encore à plus long terme, nous ne pouvons exclure un système international évoluant vers un concert des nations classique, sur le modèle du Congrès de Vienne de 1815. Le concert se présente comme une technique diplomatique destine à préserver l'équilibre du rapport international dominant, en évitant toute rupture telle que l'un des Grands ne puisse acquérir une puissance supérieure aux autres, déstabilisatrice de l'ensemble. (Roosens, Cl., *Relations internationales de 1815 à nos jours*, 1ère et 2ème parties, Bruxelles, Louvain-la-Neuve, Académia-Bruylant, tome 1, 2002.). A l'époque, Alexandre Ier (Russie), R. Castlereagh

d'un système international dans lequel ils seront *first among equals*, leurs intérêts de prestige étant ainsi préservés. Et ce système c'est le système développé par le chancelier Bismarck au 19ème siècle. Tout en préservant sa suprématie, il y a une volonté de coopérer avec les autres grandes puissances. Si les grandes puissances respectent les règles, l'ordre entre elles restera stable. Le jeu apparemment facile d'arbitrage, dans la plus pure tradition machiavélique du *divide ut reges*, est bien évoqué par l'image du moyeu et des rayons, où chacun des partenaires des Etats-Unis, le moyeu, leur est attaché prioritairement par un rapport bilatéral à la façon d'un rayon, dont la force dépend finalement de la méfiance qui règne dans les rapports transversaux entre partenaires[70]. Le centre est formé des Etats-Unis, les rayons de l'Inde, du Japon, de la Chine, de la Russie et de l'Europe. Quel que soit le différend avec les Etats-Unis, le rapport avec le moyeu (Etats-Unis) doit être plus important que celui que ces puissances entretiennent éventuellement entre elles.

(Angleterre), le Prince de Metternich (Autriche), Talleyrand (France) et Frédéric-Guillaume III (Prusse) négocient un accord le 9 juin 1815 qui instaure un équilibre entre les grandes puissances, tout en se préservant d'éventuelles nouvelles entreprises de la France (Sainte Alliance). L'Europe va pouvoir vivre dans une paix relative pendant près de 50 ans.

[70] Achcar, G., « Le monde selon Washington », in H., Lelièvre (sous la direction de), *Les Etats-Unis maîtres du monde ?,* Bruxelles, Ed. Complexe, 1999, p.139.

Figure 4 : Le système bismarckien



Ce système « bismarckien » exige implicitement une implication active permanente de la plus grande puissance, son objectif étant de nouer avec toutes les parties en présence de meilleures relations que ces dernières ne peuvent établir entre elles. Il suffit en effet que la relation entre un pays A et un pays B change pour que cela ait une conséquence sur le système entier. Si nous avons déjà mentionné la NSS 2006, le Président Bush déclarait déjà le 1er juin 2002 à l'école militaire de West Point : « *Pour la première fois depuis l'émergence de l'Etat-nation au XVIIe siècle, nous avons une*

chance de construire un monde où les grandes puissances pourront se faire concurrence dans la paix au lieu de se préparer continuellement à la guerre ». Le *National Security Strategy* de septembre 2002 va plus loin et fait d'ailleurs implicitement référence au système bismarckien quand il parle d'une « *compétition pacifique entre grandes puissances* »: « *We seek instead to create a balance of power that favours human freedom: conditions in which all nations and all societies can choose for themselves the rewards and challenges of political an economic liberty. […] Today, the international community has the best chance since the rise of the nation-state in the seventeenth century to build a world where great powers compete in peace instead of continually prepare for war. […] In building a balance of power that favours freedom, the United States is guided by the conviction that all nations have important responsibilities* »[71].

En somme, dans un système ainsi structuré tous les pays ont davantage plus besoin du centre, les Etats-Unis, qu'ils n'ont besoin les uns des autres. Afin de mener à bien cet objectif, la Maison Blanche se doit de veiller à toujours disposer d'une force capable d'infléchir en sa faveur et de manière décisive le rapport international des forces[72]. Washington est jusqu'à présent toujours parvenu à suffisamment recoller les morceaux quand des tensions importantes se faisaient jour avec les autres puissances. Dans ce système comme l'observe, au bout du compte avec grande perspicacité A. Adler : « *L'Amérique sera sans doute de tous les pôles le pire… à l'exception de tous les autres* »[73].

[71] *The National Security Strategy of the United States of America*, September 2002.
[72] La QDR 2006 réitérère la volonté américaine d'être la puissance indispensable: « *The United States will work to ensure that all major and emerging powers are integrated as constructive actors and stakeholders into the international system. It will also seek to ensure that no foreign power can dictate the terms of regional or global security. It will attempt to dissuade any military competitor from developing disruptive or other capabilities that could enable regional hegemony or hostile action against the United States or other friendly countries, and it will seek to deter aggression or coercion. Should deterrence fail, the United States would deny a hostile power its strategic and operational objectives (…) The aim is to possess sufficient capability to convince any potential adversary that it cannot prevail in a conflict and that engaging in conflict entails substantial strategic risks beyond military defeat*». (Quadrennial Defense Review Report, February 6, 2006, pp.30-31).
[73] Adler, A., *L'odyssée américaine*, Paris, Grasset, 2004, p.318.

Repositionnement des Etats-Unis sur les échiquiers régionaux

Jusqu'à présent nous avons étudié la question de la position des Etats-Unis sur l'échiquier international sous son angle systémique, voyons à présent la question sous son angle régional.

Avant de contrebalancer les Etats-Unis, il faut pouvoir dominer sa propre région et donc bénéficier d'une « unipolarité régionale ». B. Buzan et O. Weaver ont d'ailleurs à travers la *Regional Security Complex Theory* mis l'accent sur les dynamiques régionales et sur le fait que ces dynamiques ont une certaine autonomie par rapport aux dynamiques systémiques[74] : «*Ensemble d'Etats dont les préoccupations de sécurité sont à ce point liées que leurs problèmes de sécurité nationale ne peuvent raisonnablement être analysés ou résolus séparément les uns des autres* »[75]. Lemke a développé en 2002 un modèle à « hiérarchie multiple », qui insiste non plus sur un modèle hiérarchique de puissances, mais plutôt sur des hiérarchies parallèles et superposées. Chaque région et sous-région à sa propre hiérarchie avec des Etats dominants et dominés, mais toujours subordonné à la hiérarchie systémique/ internationale[76]. Les puissances ne réagissent donc pas seulement, comme déjà mentionné, en fonction des Etats-Unis. Elles ont également des intérêts à défendre qui leur son propre. Chose que les Etats-Unis ont principalement bien saisi et qu'ils tentent d'anticiper afin de renforcer leur position sur l'échiquier international. Les puissances émergentes suivent en outre une certaine dynamique: « *There is a kind of Parkinson's Law of national security: a nation's feeling of insecurity expands directly with its power. The larger and more powerful a nation is, the more its leaders, elites, and often its population increase their level of aspirations in international affairs. The more, that is to say, do they see themselves as destined or obliged to put the world's affairs in order or at least keep them in some sort of order that seems sound to them…Only the largest and strongest nations can develop an at-least-plausible image of a world in which they, by their own national efforts, might mold, change, or pressure wholly or in large part according to their own desires; and their fears, worries, efforts,*

[74] Lire à ce sujet Buzan, B., Weaver, O., *Regions and Powers, The Structure of International Security*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003.
[75] Buzan, B., Weaver, O., *Regions and Powers, The Structure of International Security*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003.
[76] Lemke, D., *Regions of War and Peace*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

and expenditures go up accordingly»[77]. Les domaines considérés précédemment comme secondaires deviennent des intérêts vitaux et des crises ignorées auparavant sont perçues comme des enjeux. Les menaces objectives ne se sont pas renforcées, mais bien le désir des Etats de contrôler leur environnement. Plus la puissance d'un Etat s'étend, plus son intérêt national s'élargit. Aussi, si Oncle Sam se préoccupe de ses relations avec les autres grandes puissances, il ne néglige nullement les changements géopolitiques dans les différentes régions du globe. Car comme le notait Jervis: « *La majorité des Etats se préoccupe de leur voisinage immédiat, mais pour un hégémon, le monde est son voisinage* »[78].

Si Washington entend maintenir sa position prédominante, elle doit se focaliser de la sorte sur un certain nombre de pays relais, capables de servir ses intérêts dans les différentes régions de par le monde afin de contrer ces puissances émergentes. Ce n'est, pas un hasard si les Etats-Unis sont déjà proches ou tentent de se rapprocher de pays comme par exemple le Chili, l'Angleterre, l'Ukraine ou le Japon pour contrer respectivement le Brésil, l'axe franco-allemand (moteur de l'UE), la Russie et la Chine. Qui plus est, Washington essaie de s'attirer les faveurs des pays prometteurs tels que le l'Algérie, l'Afrique du Sud ou l'Indonésie[79]. L'ambition des Etats-Unis de coopérer avec des puissances régionales secondaires afin de contenir l'influence d'autres puissances est manifeste sur tous les continents. Car en reprenant les mots du *National Intelligence Council 2020* : « *Si aucun pays ne semble en position de rivaliser avec la puissance militaire des Etats-Unis d'ici à 2020, ils seront plus nombreux à contester la place de l'Amérique dans leurs aires régionales respectives* »[80]. Observons, en outre, qu'une grande partie de ces pays représente un pôle régional de croissance ou un tremplin pour conquérir des marchés régionaux. Enfin, dans la plupart de ces régions, la politique américaine consiste à ne pas être engagée directement, les Etats-Unis se réservent plutôt le rôle de balancier extérieur au sous-système. Les « Etats pivots » sont donc les

[77] Zakaria, F., *From Wealth to Power : The Unusual Origins of America's World Role*, Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 185.
[78] Jervis, R., « The Compulsive Empire », in *Foreign Policy*, July/ August, 2003, p. 84. (83-87)
[79] Huntington, S., « La superpuissance solitaire », in *La Revue Internationale et Stratégique*, été 1999, p.26.
[80] Cité dans Adler, A., *Le rapport de la CIA, Comment sera le monde en 2020 ?*, Paris, Robert Laffont, 2005, p. 261.

Etats devant freiner les avancées des puissances émergentes et sont des Etats qui sont à même d'influer sur la stabilité régionale ou internationale[81]. Aussi, y a-t-il un réexamen continu de la relation et pas d'alliance éternelle, mais plutôt une relation conjoncturelle. Ces Etats sont interchangeables, à savoir que pour chaque Etat-pivot, Washington essaie de veiller à avoir une alternative au cas où. Il s'agit ainsi de réduire les engagements directs des Etats-Unis et de permettre à certains Etats d'émerger au sein de chacune des grandes régions[82].

Les questions régionales ne se réduisent toutefois pas à une question d'Etats pivots devant contrer et contrôler les puissances émergentes. Comme indiqué dans l'étude *Global Strategic Assessment 2009* : «*The world seems stuck in a constant tussle between geopolitics and globalization, between classic state-power contests for competition and cooperation, and emerging dynamics in which the good and ill effects of globalization take on heightened importance. Policymakers will have to seek the best balance between these traditional and emerging forces* »[83]. Les Etats-Unis pour maintenir leur prédominance veulent également garantir la survie de leur modèle de mondialisation (libre-échange, démocratie, etc.). Afin de comprendre comment les Etats-Unis veulent défendre ce modèle, il faut faire un détour par l'analyse de Thomas Barnett. Barnett a développé le concept de *Pentagon's Map*, divisant le monde en deux : le *Functioning Core* (= Noyau) et le *Non-Integrating Gap* (= Faille). Le *Functioning Core* est le coeur du monde: Russie, Inde, Europe, Amérique du Nord, Chine (région maritime), Japon, Australie, Afrique du Sud, Argentine, Brésil et Chili. Ces pays essaient de synchroniser les lois intérieures avec les règles émergentes de la démocratie, du libre-échange, de la sécurité collective, etc. Ce sont des pays, bien que nous ne puissions les aligner parfaitement sur une ligne, vont dans « la bonne direction » dans le cadre de la mondialisation. Le *Functioning Core*, qui comprend toutes les grandes puissances, devrait évoluer vers un système s'appuyant sur le système bismarckien, où les puissances tout en se

[81] Chase, R., Hill, E.B. et Kennedy, P., « Pivotal States and US Strategy », in *Foreign Affairs*, January/February, 1996, pp.33-50.
[82] Cela renvoie à la Doctrine Guam, ainsi qu'au principe du *burden sharing* (une économie des ressources et des forces).
[83] Global Strategic Assessment 2009, America's Security Role in a Changing World, Institute for National Strategic Studies, National Defense University Press, Washington, D.C. 2009, p. iv.

tenant en équilibre, partageraient une série de normes et de règles[84].. La Faille est composée des Caraïbes, la partie de l'Andes de l'Amérique du Sud, la majorité de l'Afrique, les Balkans, le Caucase, le Moyen-Orient, une partie de l'Asie du Sud-Est et la Chine intérieure. Toutes ces régions sont celles se caractérisant par des difficultés à entrer dans l'ère de la mondialisation. Soit il n'y a pas suffisamment de règles mises en place pour attirer les investissements (corruption, mauvaise gouvernance, etc), soit elles se caractérisent par des conflits endémiques, par des régimes autoritaires ou dictatoriaux, etc.

L'objectif est d'intégrer les pays de la Faille au Noyau. Pour Barnett, une règle de base en matière de sécurité aujourd'hui est « *la capacité d'un pays à susciter une réaction militaire américaine est inversement proportionnelle à sa capacité à s'intégrer à la mondialisation* »[85]. La présence américaine dans l'arc de crise se fera par conséquent de plus en plus pressante dans les années à venir. D'ailleurs le repositionnement militaire américain à travers le *Global Posture Review* confirme cette approche. Washington s'est de la sorte installé ces dernières années entre autres à Djibouti, en Géorgie, en Roumanie, en Bulgarie, en Afghanistan, au Tadjikistan et Colombie. Ce nouvel « arc de crise » qui va de l'Amérique du Sud-Caraïbes à l'Afrique et l'Asie du Sud-Est constitue un espace à sortir de la Faille et à intégrer et à conformer au centre.

Car comme l'observe encore J.L Gaddis: *« It was not just the Twin Towers that collapsed on the morning of September 11, 2001: so too did some of our most fundamental assumptions about international, national, and personal security'*[86]. Fini la politique de l'endiguement qui ne fait que maintenir un statu quo, lourd de conséquence, car prolifique aux forces voulant le chaos et dont le seul objectif serait de maintenir les « barbares », hors de la civilisation. Ici, il s'agit au contraire de rendre dans les mots de Barnett « la mondialisation mondiale » ou dans les mots de R. Haass « de promouvoir l'intégration »[87] et d'éviter ainsi une trop grande accumulation de frustration de toute sorte se transformant à échéance en

[84] Cf. *Supra*
[85] Kennely, D., « Q&A with…Thomas P.M. Barnett », in *Doublethink*, Summer 2003.
[86] Gaddis,J.L.,*Surprise, Security and the American Experience*, London, Harvard University Press, 2004, p. 80.
[87] Haass, R., «The Case for Integration», in *The National Interest*, Fall 2005.

agressions contre le centre. Thomas Friedman rejoint Barnett en définissant la globalisation comme étant en partie un processus évolutif et dynamique comprenant « the inexorable integration of markets, nation-states, and technologies to a degree never witnessed before »[88]. Pour Barber il s'agit d'un clash entre tribalisme et mondialisation[89]. Il s'agit par conséquent d'une politique d'engagement et de présence dans la Faille et non seulement de défense de la forteresse et cela afin de réduire et si possible éliminer la Faille. Il s'agit dès lors d'une course contre le temps pour gagner le cœur et les esprits des populations avant que les chefs de guerre, mafias, dictateurs, tyrans, islamistes radicaux les manipulent et les transforment en chaire à canon, eux-mêmes manipulés dans certains cas par certaines puissances. L'intégration systémique mais également régionale, devrait par conséquent faciliter les interactions et donc réduire le fossé entre le Nord et le Sud, la mondialisation évoluant vers un modèle dit de « mondialisation plurielle ».

Grille de lecture américaine du monde

En s'appuyant sur les précédents points, il est possible de déterminer la manière dont les E-U interprêtent le monde et cela aux quatre niveaux de la grande stratégie: économique, politique, culturelle et sécuritaire. Au plan économique, il est intéressant de faire un détour par l'analyse de Wallerstein qui décrit le monde en trois cercles ; son centre, sa semi-périphérie et sa périphérie.[90] Le centre est composé des pays économiquement et techniquement les plus avancés. La périphérie fournit les matières premières afin de permettre l'expansion économique du centre. La semi-périphérie, quant à elle, est impliquée dans des activités de production associées soit à la périphérie, soit au centre. Elle remplit également d'autres rôles dont celui d'offrir un marché aux produits finis des Etats du centre; lesquels investissent également directement dans la périphérie. Les Etats qui composent ces trois cercles sont susceptibles de passer d'un cercle à l'autre, en fonction de leur évolution. Ce modèle géo-économique du monde peut être confronté à

[88] Friedman, Th., *The Lexus and the Olive Tree: Understanding Globalization* New York, Farrar, Straus and Giroux, 1999.
[89] Barber B., *Jihad vs. McWorld* , New York, Times Books, 1995.
[90] Wallerstein, I., *The Modern World-System*, New York, Academic Press, 1974 et *The Capitalist World- Economy*, New York, Cambridge University Press, 1979.

l'image des zones de paix et de turbulences développée par Aaron Wildavsky et Max Singer. Selon cette thèse, une paix de longue durée s'annonce entre les démocraties industrialisées de l'Europe, de l'Amérique du Nord, de l'Asie et de l'Océanie. Cette paix démocratique se caractérisera par la compétition économique. Le reste du monde se caractérisera par le chaos, les conflits ethniques et séparatistes, ainsi que la croissance d'acteurs transnationaux….certains de nature terroriste.[91] Cette approche rejoint celle établie, il y a quelques années dans un rapport du *Institute for National Strategic Studies* (INSS). Comme le note G. Achcar, qui s'appuie sur la thèse du INSS, l'on aboutit de la sorte à un schéma quadrilatérale. Lequel structure la représentation politique américaine du monde de la façon suivante : les partenaires centraux (*core partners*), les Etats en transition (*transition states*), les Etats en faillite[92] (*failing states*) et enfin, les Etats parias (*rogues*)[93].

Cette subdivision se répercute sur les formes de conflits et la configuration des forces militaires. Selon S. Metz, professeur à *l'US Army War College*, les pays du premier cercle se caractériseront par le principe de la Révolution dans les Affaires Militaires ou Transformation. Les forces y seront de taille réduite, basée sur l'informatique, la robotique, la précision, etc. Flexibles, elles s'adapteront aux différentes situations et tâches et éviteront les pertes humaines. Les armées des pays du second cercle continueront, en revanche, à s'organiser de manière traditionnelle ou clausewitzienne, c'est-à-dire en vue d'une forte mobilisation. L'organisation y sera encore hiérarchique et caractérisée par la séparation des corps. La guerre elle-même, peu informatisée, continuera à exiger un lourd tribut, mais supportable en termes de vies humaines. Les armées du troisième et quatrième cercle, quant à elles, prendront la forme de gangs armés, de milices, de chef de guerre, voire celle du terrorisme. Les conflits dans ces cercles se caractériseront par de courtes périodes de combat, suivies de longues périodes de violences de basse intensité,

[91] Kemp, G., Harkavy, R.E., *Strategic Geography and the Changing Middle East*, Washington, Brookings Institution Press, 1997, p. 5.
[92] On observe une véritable prolifération d'Etats ou quasi-Etats, tout comme l'apparition de zones de non-droit. Ces « Etats » tombent alors dans les mains d'intérêts particuliers (mafias, multinationales, terrorismes, *warlords*,...)
[93] Achcar, G.« Le monde selon Washington », sous la direction de Lelièvre*, H., Les Etats-Unis maîtres du monde ?,* Bruxelles , Ed. Complexe, 1999, pp. 136-137.

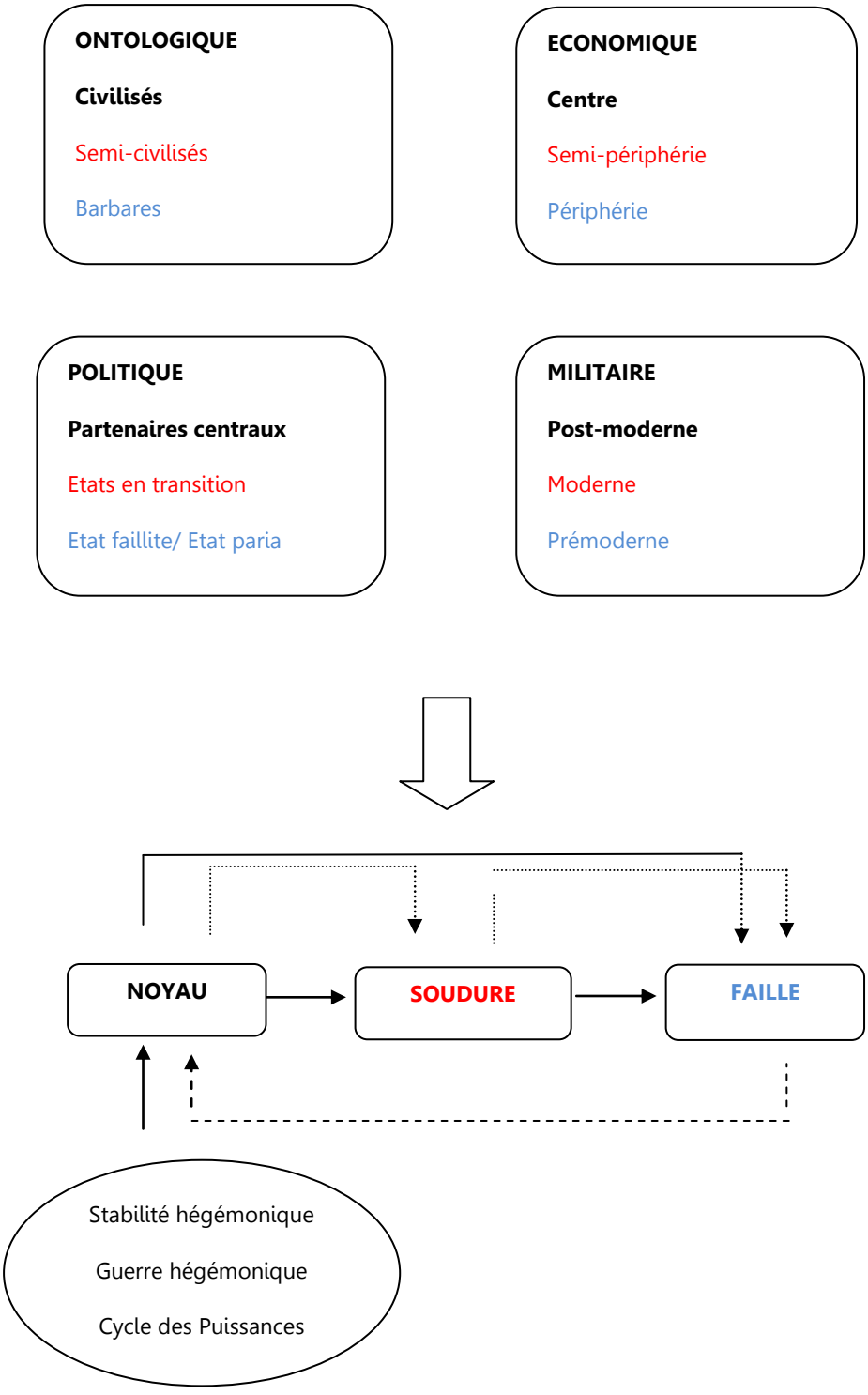
dépourvues de différence claire entre les périodes de guerre et de paix. Si les puissances du premier cercle entendent peser dans ce genre de conflit, elles devront par conséquent y adapter leur armement, leur organisation militaire, leur stratégie. Aussi, comme l'observe judicieusement Steven Metz : « *Les militaires high-tech du premier cercle seront aptes à défaire les forces militaires de grande taille et moins high tech du second cercle avec une certaine aisance, mais s'apercevront que l'aversion des pertes forme une contrainte contre des milices, des terroristes et des armées privées du troisième (et quatrième) cercle. Les militaires du second cercle, avec leurs forces imposantes, leur habilité pour entreprendre une opération intense et soutenue et leur plus grande tolérance des pertes humaines auront plus de succès contre les forces du troisième (et quatrième) cercle. Et bien que les forces du troisième (et quatrième) cercle seront dans l'incapacité de faire face aux militaires du second cercle,(…) ils s'apercevront que leur manque d'inhibition dans l'usage sans discernement de la force leur donne une certaine influence sur le premier cercle, en particulier s'ils peuvent avoir recours au terrorisme afin d'extorquer de l'aide ou dissuader une intervention. In fine, le premier cercle sera apte à surpasser le second cercle, le second cercle sera capable de surpasser le troisième (et quatrième) cercle, et ce dernier pourra surpasser le premier cercle.* » [94] Notamment dans ce dernier cas, à l'aide de diverses asymétries.

Cette quadruple catégorisation peut se résumer dans le tableau suivant. [95]

[94] Metz, S., « Which Army After Next ? The Strategic Implications of Alternative Futures », in *Parameters*, Autumn 1997 (http://carlisle-www.army.mil/usawc/Parameters/97autumn/metz.htm).

[95] Cette pratique de classer le monde est propre à la culture américaine, qui aime simplifier et schématiser le monde pour aussi bien des raisons internes qu'externes. Si la catégorisation du monde n'est pas une mauvaise chose en soi, elle ne peut devenir en tant que tel la référence ultime. En d'autres termes, le fait de classer un Etat dans une catégorie ne signifie pas que les Etats dans cette catégorie doivent être traités de la même manière. Or, le raisonnement par analogie rejette la particularité de chaque situation et réduit dès lors l'événement à quelque chose de familier et de rassurant. Comme le notait S. Hoffmann dans « Gulliver empêtré » : « *Si l'on s'efforce de recouvrir une surface rugueuse d'une grille qui n'a pas prise sur elle, le résultat peut être pire que la frustration : on peut être incité à niveler et ajuster le terrain jusqu'à ce que la grille s'y adapte.* » (Hoffmann, S., *Gulliver empêtré : essai sur la politique étrangère des Etats-Unis*, Paris, Ed. du Seuil, 1971, p. 195.) C'est trop souvent le cas dans la politique étrangère américaine.

Figure 5 : Vision américaine du monde I



En définitive, l'objectif des Etats-Unis est d'éviter que soit remise en question l'organisation du système international dominé par eux-mêmes, la démarche étant la suivante : (a) Renforcer leurs capacités au sein du Noyau (système bismarckien, *RMA*, *Primus enter pares*,…) ; (b) Encourager les Etats de la Soudure (=Etats pivots/ Etats Clients), qui se doivent d'être stable, à protéger le Noyau des effets négatifs de la Faille (= éviter que le Noyau soit attaqué principalement de manière asymétrique par la Faille) ainsi qu'à régler la question de la Faille ; (c) En cas d'échec, c'est le Noyau qui prend ses responsabilités soit en engageant les hostilités avec la Faille (*hard power*), soit en essayant de la transformer (*soft power*)[96]. L'objectif à long terme de cette stratégie est le maintien de l'ordre et d'intégrer économiquement et politiquement la Faille et la Soudure dans un ensemble homogène (= *shaping the world*). Car comme le note encore Barnett « *tant que nous n'aurons pas entrepris d'exporter systématiquement et à long terme notre sécurité vers la Faille, c'est elle qui, de plus en plus, exportera sa souffrance vers le Noyau sous forme de terrorisme et d'autres instabilités* »[97].

Conclusion

En premier lieu, dans l'attente d'une future confrontation avec un ou des *peer competitor*, ce sont les *Rogue States* et *Weak States* qui cristallisent la nouvelle représentation de la menace contre les intérêts américains. L'ancienne menace soviétique est ainsi remplacée par un ensemble de menaces hétérogènes, diffuses et imprévisibles. En fonction de l'acteur et de sa place dans la grille de lecture, Washington fait appel dans le registre général des instruments des relations internationales à l'une ou l'autre stratégie à sa disposition. Elles vont de la négociation à l'usage de force, en passant par le dialogue, les sanctions économiques, la diplomatie coercitive, la trilatéralisation, les mesures préventives, etc. Enfin, pendant la période au cours de laquelle les Etats-Unis peuvent être menacés par des mouvements transnationaux et des Etats voyous tirant avantage de l'asymétrie, les analystes politiques et militaires façonnent déjà une politique à long terme (2015-2030) contre la menace du *peer competitor*

[96] Les concepts de Noyau, Soudure et Faille sont empruntés à Thomas P. Barnett dans l'article « The Pentagon's New Map », in *Esquire*, 1 March 2003.
[97] Barnett, T., « The Pentagon's New Map », in *Esquire*, March 1, 2003.

(dans le contexte du cycle des puissances). Il en résulte que Washington dispose au total d'une approche des relations internationales simultanée, à court, à moyen, et à long terme[98]. Pour F. Thual : « *La poursuite des objectifs de court terme, de moyen terme et de long terme, ne nécessite pas la même temporalité. Le passage entre ces trois paliers de visée et d'intentionnalité, entre ces trois niveaux est incessant. Continuité, réversibilité, transversalité entre les trois paliers de l'action diplomatique sont indispensables. Dans sa réalité opérationnelle l'action diplomatique conjugue et synthétise en permanence le court, le moyen et le long terme. Cependant, elle se doit aussi de les distinguer faute de télescopages dangereux. Le temps diplomatique procède à un repyramidage permanent de ses priorités, à une hiérarchisation en perpétuelle mutation de ses échéances et de ses choix, et le temps diplomatique ne peut être un temps d'efficacité qu'en distinguant et en séparant le conjoncturel du structurel. Simultanément, le temps diplomatique doit aboutir à une synthèse sans confusion des étages de son action. Le temps diplomatique distingue les champs de temporalité sans pour autant les séparer* »[99].

En second lieu, on remarque que l'application des stratégies des puissances émergentes et de la puissance dominante dépend de l'analyse que les protagonistes font de leur propre puissance, de leurs vulnérabilités, de leurs desseins respectifs et de la conjoncture internationale. Il s'agit donc d'un processus dynamique qui se déroule sur plusieurs décennies, au cours desquelles le changement de comportement de l'un des protagonistes entraîne une adaptation de la part de l'autre. Ce processus dynamique est principalement le fait de signaux, et, partant d'interprétations de ces derniers, moyennant le risque non négligeable d'erreurs de perception[100]. Et si avec de nouvelles

---

[98] La Goldilocks doctrine divise la menace en trois : Papa Bear (grandes puissances nucléaires), Momma Bear (les puissances régionales), Baby Bear (menaces non-étatiques) (Ferrard, S., « Prompt Global Strike, science-fiction ou réalité à moyen terme », in *Défense et Sécurité Internationale*, n°35, Mars 2008, p.86).

[99] Thual, F., *Contrôler et Contrer : Stratégies géopolitiques*, Paris, Ellipses 2000, pp.13-14.

[100] « *Il y a une constante dans l'histoire des guerres, qui obéit à un étrange paradoxe, que les géopoliticiens nomment "le paradoxe de la Guerre de Troie." Il peut se formuler ainsi : les guerres ouvertes éclatent entre deux puissances ou deux coalitions sur des prétextes particuliers et imprévisibles, qui ne sont jamais les causes fondamentales ; ces dernières sont une rivalité globale, stratégique, économique, ethnique, etc. qui ne cherche qu'une étincelle, au fond secondaire, pour dégénérer en conflit ouvert. La fameuse Guerre de Troie immortalisée par Homère, opposait en fait les jeunes cités gréco-achéennes à la ville-Etat de Troie, installée près du Bosphore, et redoutable rivale commerciale et militaire. Le prétexte futile du déclenchement des hostilités et de l'expédition d'Agamemnon fut une jalousie amoureuse (l'enlèvement de la belle Hélène par les Troyens). Mais la véritable cause du*

capacités, la perception de la puissance change et de nouvelles ambitions naissent, avoir les capacités ne signifie pas encore devenir une grande puissance, car il faut tenir compte du paradoxe de la puissance non-réalisée[101]. Une puissance émergente est par définition une puissance en devenir, se caractérisant par sa relativité et son instabilité. Il faut encore pouvoir convertir ses capacités en puissance. A l'inverse, le pays émergent lui-même peut véhiculer une image positive de ses possibilités de sorte qu'« une nation poursuivant une telle réputation de puissance puisse se dispenser de l'emploi effectif de l'instrument de puissance »[102] et ce afin d'accroître ses capacités réelles et d'être « considéré » comme puissance qui compte sur la scène internationale. Les relations internationales constituent, également un ensemble de constructions sociales[103].

En troisième lieu, si la domination américaine reste éclatante sur le plan militaire, elle semble plus contestée dans les domaines de la culture, de l'économie et du politique. Comme le souligne J. Nye : « *L'agenda de la politique mondiale est devenu comme un jeu d'échec tridimensionnel dans lequel on ne peut que gagner en jouant aussi bien verticalement qu'horizontalement. Au sommet de l'échiquier des relations militaires classiques interétatiques, les Etats-Unis resteront vraisemblablement la seule superpuissance pour les années à venir et cela a dès lors un sens de parler d'unipolarité ou d'hégémonie dans des termes traditionnels. Par contre, sur l'échiquier intermédiaire des questions économiques, la distribution de la puissance est déjà multipolaire. Les Etats-Unis ne peuvent obtenir les résultats qu'ils veulent en matière de commerce, d'antitrust, ou de régulations financières sans l'accord de l'Union européenne, du Japon et autres. Sur l'échiquier du bas, celui des relations transnationales, la puissance est largement distribuée et organisée de façon chaotique entre les Etats et les acteurs non-étatiques. Cela n'a par conséquence aucun sens de parler de ' monde unipolaire' ou d' 'Empire américain* »[104]. Il est evident donc

---

conflit était la volonté géostratégique des Grecs d'éliminer leurs concurrents orientaux et de s'approprier la mer Egée. Bien des guerres peuvent s'analyser selon cette grille, qui distingue les prétextes des causes essentielles, des toiles de fond ». (Fouchet, G., « Vers une nouvelle guerre froide Chine-Etats-Unis», in *Géostratégiques*, mars 2001, n° 3.)

[101] Baldwin D., « Power Analysis and World Politics: new trends versus old tendencies », in *World Politics*, 1979, n°2, p. 163.

[102] Morgenthau, H.J., Kenneth, T.W. (1985), *Politics among Nations : The Struggle for Power and Peace*, New-York, 6è ed. Knopf, pp. 95-96.

[103] Struye de Swielande, T. (2008), « Défis identitaires et culturels en ce début du 21è siècle », in *Note d'analyse,* n°3, 21 janvier 2008, pp. 5. [http://www.rmes.be/RMES-NA-2008(03).pdf]

[104] Nye, J., « US Power and Strategy After Iraq », in *Foreign Affairs*, July/ August, 2003, p.65.

comme confirmé dans le document *Global Trends 2025 : A Transformed World* que les Etats-Unis connaîtront un déclin relatif dans les deux décennies à venir : «*the United States will have greater impact on how the international system evolves over the next 15-20 years than any other international actor, but it will have less power in a multipolar world than it has enjoyed for many decades. Owing to the relative decline of its economic, and to a lesser extent, military power, the US will no longer have the same flexibility in choosing among as many policy options. We believe that US interest and willingness to play a leadership role also may be more constrained as the economic, military, and opportunity costs of being the world's leader are reassessed by American voters. Economic and opportunity costs in particular may cause the US public to favor new tradeoffs* »[105]. La réduction de la prépondérance des Etats-Unis dans les affaires internationales aura toutefois des conséquences géopolitiques importantes, dont on voit déjà aujourd'hui les prémisses, le risque étant une nouvelle compétition pour la primauté ou un système multipolaire « dure » qui ne sera nullement synonyme de multilatéralisme. Adler n'observe-t-il pas que « *la Pax Americana des années 90 était un accident de l'histoire récente. Les conditions qui l'ont rendue possible et même supportable à une majorité d'Etats ne sont pas reproductibles avant longtemps* »[106]. Michael Mandelbaum estime pour sa part que: «*The alternative to the role the United States plays in the world is not better global governance, but less of it - and that would make the world a far more dangerous and less prosperous place* »[107]. Niall Ferguson partage ce point de vue: « *Unfortunately, the alternative to a single superpower is not a multilateral utopia, but the anarchistic nightmare of a new Dark Age* »[108].

Au-delà de sa puissance économique, militaire, culturelle, etc. Washington bénéficie, en quatrième lieu, de trois autres atouts à ne pas négliger sur le long terme. *Primo,* John Ikenberry estime que les Etats-Unis ont atteint leur apogée au bon moment de l'histoire humaine : à l'ère nucléaire. Les guerres hégémoniques, théorisées par Gilpin au début des années 80, seraient rendues problématiques par les armes nucléaires. D'une part la possession de l'arme nucléaire par la majorité des autres

[105] *Global Trends 2025 : A Transformed World*, November 2008, p. 93.
[106] Adler, A., *Le rapport de la CIA, Comment sera le monde en 2020 ?*, Paris, Robert Laffont, 2005, p. 44.
[107] Mandelbaum, M., « David's Friend Goliath », in *Foreign Policy* January, February, 2006, p.55.
[108] Ferguson, N., «A World Without Power », in *Foreign Policy,* July / August 2004, p. 32.

grandes puissances garantit le respect de leur souveraineté nationale et de leur territoire. Aussi les Etats-Unis sont moins menaçants comparés aux Empires du passé. La dissuasion remplacerait toujours selon Ikenberry *de facto* le *counterbalancing*. D'autre part, la situation internationale actuelle qui fait des Etats-Unis la superpuissance rend sa remise en question par la force plus malaisée[109]. *Secundo,* l'avantage dont pourrait bénéficier les Etats-Unis par rapport aux autres puissances est sa pyramide d'âge : une population relativement jeune, qui continue grâce à l'immigration et à un taux de fertilité élevé à croître et qui par conséquent garantit au marché de l'emploi une force de travail. La population américaine devrait passer de 300 millions aujourd'hui à 400 millions d'ici 2050. Ce qui est loin d'être le cas des autres puissances. La moyenne d'âge au Japon et de la plupart des Etats européens d'ici 2050 devrait atteindre 50 ans, alors qu'aux Etats-Unis elle sera de plus ou moins 40 ans. Une personne sur trois au Japon aura d'ici 2050 plus de 65 ans et sa population se réduit chaque année. Le Japon est confronté à une baisse démographique importante, entraînant des problèmes pour les fonds des retraites. Ces derniers seront majoritaires dans les années à venir avec comme autre conséquence, un manque de main d'œuvre. Le Japon essaie toutefois de résoudre ce problème en veillant à maintenir la population vieillisante active[110]. La population japonaise devrait passer de 127 millions à 121

[109] Ikenberry, J., « Strategic Reactions to American Preeminence : Great Power Politics in the Age of Unipolarity », Discussion Paper, 28 July 2003.

[110] « *Au Japon, chaque employeur détermine un âge obligatoire de départ à la retraite et l'État fixe un âge minimum légal. Depuis les années 1980, les pouvoirs publics ont incité les entreprises à augmenter d'abord graduellement l'âge obligatoire de départ à la retraite pour ensuite imposer des dates butoir (passage à 60 ans en 1998, à 65 ans en 2013) tout en les encourageant, à partir de 1994, à adopter un système d'emploi continu avec retraite à la carte dans le but de parvenir à terme à un système d'emploi sans limite d'âge. Cette politique a correspondu non seulement à l'objectif d'alignement de l'âge légal de départ sur celui de la liquidation du régime universel de retraite à taux plein, mais aussi à celui du maintien en activité des salariés âgés. Ainsi, malgré l'augmentation du chômage entre 1992 et 2002, aucun système public de préretraite n'a été mis en place. En dépit des taux d'activité élevés des hommes et des femmes de 55 à 64 ans (respectivement 85 % et 48,1 % en 1994) et même des 65 ans et plus (37,6 % et 15,9 %), les pouvoirs publics ont identifié des gisements de main-d'oeuvre sous-utilisés non seulement chez les femmes, mais aussi chez les hommes, notamment les 60-64 ans (décrochage de 20 points par rapport au taux d'activité des 55-59 ans, taux de chômage deux fois plus élevé que la moyenne nationale). Les différentes mesures publiques nippones ciblant les seniors semblent avoir servi de catalyseur à la généralisation de l'application de stratégies proactives de maintien des seniors dans l'emploi au sein des entreprises (formation, reconversion, changement de fonction, etc.), puisque 83 % des employeurs au Japon contre 7 % en France appliquaient de*

millions en 2025, 102 millions en 2050 et 90 millions en 2055. La situation de la Russie n'est pas meilleure. La population russe décroît pour sa part chaque année de 700 000 personnes[111]. De 142 millions en 2007, la population devrait passer à 128 millions en 2025 et à 107 millions en 2050[112]. L'Europe risque d'être confrontée à une population de plus en plus vieillissante, des réformes structurelles sur le plan social et économique seront d'une grande nécessité. Or cette question démographique est importante car elle aura un impact sur aussi bien la croissance économique que sur les budgets devant être consacrés aux retraites et aux soins de santé. Moyens financiers qui ne pourront être consacrés à d'autres domaines (militaire, recherche et développement, etc.)[113]. Un pays comme la Chine, qui traditionnellement s'appuyait sur la famille pour s'occuper des personnes âgées, apparaît très mal préparée. 330 millions auront plus de 65 ans en Chine (1 sur 4) en 2050. Or si rien n'est entrepris et les personnes âgées laissées à leur sort, cela ne pourra entraîner que l'instabilité sociale. Si l'Inde est dans une situation plus favorable, grâce à une population plus jeune qui pourra financer les retraites, le système des retraites n'en est pas un et tout comme pour la Chine, la majorité des personnes âgées dépendent de la solidarité familiale pour survivre. Comme le note B. Tetrais : *« Le ralentissement progressif de la croissance démographique de la Chine et de l'Inde va avoir pour conséquence un poids de plus en plus important des générations les plus âgées sur l'économie. En 2050, les plus de 65 ans représenteront 42 % de la population active en Chine, et 27 % en Inde. Les retraites, qui ne représentaient 2,1% du PIB de l'Asie de l'Est en 2000, représenteront en 2050, selon les modèles, entre 7,7 et 9,2% contre 3,2% en 2000 »*[114]. Pour Haas *« tout comme la Chine, l'Inde sera vieille avant de devenir riche »*[115]. De toutes les puissances ce sont les Etats-Unis qui s'en sortent le mieux, bien que leur position soit loin d'être idéale.

---

telles stratégies en 2006 ». (Cité dans « Analyse : Le vieillissement porteur de dynamique d'innovation au Japon ? », in *Note de Veille*, n°77, 15 octobre 2007).

[111] Haas, M.L., « A Geriatric Peace ?. The Future of U.S. Power in a World of Aging Populations », in *International Security*, Vol.32, n°1, Summer 2007, p. 112.

[112] Tetrais, B., « Problématiques stratégiques en Asie à l'horizon 2025 : essai de prospective », in *Recherches & Documents*, n°12, novembre 2008, p. 6-7.

[113] Les conséquences se ressentent déjà au Japon et en Europe, où les budgets militaires sont fortement réduits afin de financer la sécurité sociale et les retraites.

[114] Tetrais, B., « Problématiques stratégiques en Asie à l'horizon 2025 : essai de prospective », in *Recherches & Documents*, n°12, novembre 2008, p. 8.

[115] Haas, M.L., « A Geriatric Peace ?. The Future of U.S. Power in a World of Aging Populations », in *International Security*, Vol.32, n°1, Summer 2007, p. 132.

Tertio, les Etats-Unis restent le leader dans les nouvelles technologies, que ce soit par exemple dans le domaine de la nanotechnologie ou de la biotechnologie, ainsi que dans la recherche et développement, les brevets, le classement des universités et les Prix Nobel.

En cinquième lieu, les capacités américaines sont telles qu'en face des Etats-Unis il n'y a pas de politique commune pouvant satisfaire les intérêts des autres puissances, rendant toute politique de rééquilibrage ou une anti-coalition américaine à moyen terme impossible. En s'appuyant en outre sur la thèse de S. Walt du *balance of threat*, tant que les Etats-Unis ne formant pas une menace réelle, il n'y a aucune raison de remettre en question le statut de Washington. Aussi, si Washington adopte des politiques pouvant satisfaire les autres puissances, son statut sera plus difficilement remis en question. Il s'agira plus de convaincre à travers le *soft power* que recourir au *hard power* pour maintenir sa position dominante et implicitement la légitimer. J. Nye ne rappelle-t-il pas que « *la puissance, au XXIe siècle, reposera sur un mélange de ressources dures et douces. Aucun pays n'est mieux doté que les Etats-Unis dans les trois dimensions que sont la puissance militaire, économique et douce. La pire faute aujourd'hui serait de tomber dans une analyse unidimensionnelle et de croire que nous assurerons notre force en investissant dans le seul domaine militaire* »[116] [117]. La puissance repose aujourd'hui moins sur une domination unilatérale que sur la capacité à faire admettre et à faire participer un grand nombre d'acteurs de second rang à la mise en oeuvre des orientations impulsées par la superpuissance. Toujours selon Nye « *le pouvoir de cooptation – la capacité d'orienter ce que les autres veulent – dépend souvent de l'attrait qu'exercent sur les autres peuples une culture et une idéologie, ou encore de la capacité à manipuler le calendrier des choix politiques de manière à ce que les acteurs ne puissent exprimer certains de leurs désirs uniquement parce qu'ils apparaissent irréalistes* »[118]. Ce concept rejoint la notion de Susan

[116] Nye Jr, J., *The Paradox of American Power: Why the World's only Superpower can't go it alone*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p.12.

[117] Dans le même sens G. Parmentier pour qui « *les Américains ne doivent pas devenir prisonniers de leurs moyens militaires : il leur faut se donner les moyens de contribuer à la solution des crises par d'autres moyens. S'ils laissent les Européens reconstruire après eux aux quatre coins du globe, ils feront de l'Europe ce qu'un observateur américain appelait récemment le centre moral du monde. Leur leadership n'en sera que plus contestable, et donc plus fragile car plus contesté* ». [Parmentier, G., « Force, faiblesse, puissance ? », in *Commentaire*, n° 100, hiver 2002-2003 (PARMENTIER_ net_100.pdf.)]

[118] Nye Jr, J., *Le Leadership américain : quand les règles du jeu changent*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1992, p.241.

Strange, de pouvoir structurel au niveau économique[119]. Lequel est la capacité de façonner le cadre des échanges économiques internationaux. Actuellement ce sont toujours les Etats-Unis qui dominent la capacité d'innover et d'introduire de nouvelles technologies sur les marchés. Ils maintiennent leur statut de *first mover*, alors que des puissances émergentes telles que l'Inde et la Chine sont des *fast-followers*. Ils ont le pouvoir de « *décider comment les choses devraient être faites, le pouvoir d'élaborer les cadres à l'intérieur desquels les Etats sont en relation les uns aux autres, avec les gens, avec les entreprises* » Ee qui aura accès au nouveau savoir[120]. C'est une approche qui se veut plus inclusive, plus acceptable, moins controversée[121].

En définitive, si les Etats-Unis veulent maintenir leur statut, sans être impérial, ils doivent veiller à ne pas paraître menaçant (*self-constraint*) : une main de fer dans un gant de velours. La position américaine ne peut tenir si elle est coercitive, arrogante, prédatrice ou bénéficiant seulement au hégémon. L'historien, Lord Acton ne disait-il pas que « *la puissance a tendance à corrompre, la puissance absolue, corrompt absolument* »[122]. Il faut que la puissance soit indirecte, plurielle, hétérogène et consensuelle. W. Wallace observe que : *« Hegemony rests on consent as well as on coercion, (…); and consent has to be generated and maintained, through the provision of persuasive leadership and through reference to a universal set of values. Liberal hegemony requires dominant powers to present the pursuit of their enlightened self-interest as being in the common interests of civilization as a whole. Explicit references to direct and immediate national interests, a rationale for foreign policy which stresses the exceptional and exclusive interests of the United States compared to those of its partners, resistance to multilateral regimes which diffuse American leadership within frameworks of shared rules and obligations, all weaken the 'soft power' of American prestige and reputation on which the informal empire of this hegemonic world order depends*[123]»[124]. La

[119] Strange, S., *States and Markets*, London, Pinter, 1994.
[120] Strange, S. *States and markets.* London : Pinter, 1994, pp. 24-25.
[121] Pedersen, T. « Cooperative Hegemony. Power, Ideas and Institutions in Regional Integration », in *Review of International Studies*, 2002.
[122] Lord Acton, letter, 3 April 1887, to Bishop Mandell Creighton (published in The Life and Letters of Mandell Creighton, 1904).
[123] Wallace, W., *Living with the Hegemon: European Dilemmas*, essay, Social Science Research Council (www.sscrc.org).
[124] Dans le même sens : « *In its glory days, U.S. diplomacy was a lot smarter. It took care of its own by taking care of others. It built international institutions – NATO, the World Bank,*

nouvelle sécurité internationale sera donc désormais assurée par des coopérations régionales, appuyées le cas échéant par des engagements américains sélectifs et proportionnés. Brzezinski avait bien résumé déjà en 1997, les desseins de la politique étrangère américaine : « *Les trois grands impératifs stratégiques se résumeraient ainsi : éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance qui justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives* »[125]. En outre, ce n'est plus l'Europe occidentale qui constitue l'enjeu majeur de la politique étrangère américaine, mais bien une zone allant de la Méditerranée jusqu'au Japon. Les Etats-Unis y entendent procéder à la mise en place d'un système global de points d'appui leur permettant de contrôler la situation d'intervenir au besoin militairement dans toutes les régions stratégiquement importantes du monde.

Cela dit, nous sommes loin d'être en présence d'une nouvelle redistribution des cartes dans les affaires internationales. La majorité des évolutions esquissées dans cette étude sont en effet déjà à l'œuvre depuis de nombreuses années. Avant tout, les Etats continuent à former les unités dont les interactions forment la structure du système international (monde stato-centrique). En 2007, R. Kagan, intitulait un de ses articles : *End of Dreams, Return of History*. L'histoire se répète. La compétition entre les grandes puissances est de retour, et pour un bon moment car les différences prennent de plus en plus le pas sur les convergences. Hans Morgenthau affirme que le monde « *est par essence un monde d'intérêts opposés et de conflits entre ceux-ci* » parce que « *la politique (…) est gouvernée par des lois objectives qui ont leurs racines dans la nature humaine* »[126]. Par conséquent, tant que les Etats sont les principaux acteurs, le système international se définira à partir d'eux. Ce qui ne sous-entend nullement que les acteurs transnationaux n'ont pas d'influence ou de pouvoir mais ils ne sont pas

---

the World Trade Organization- that advanced American interests, military and economic, along with those of others. Today, the US is more prone to rend than mend the international fabric. But why should Gulliver bear the ropes? Easy. Better to contain yourself than to have others gang up on you. This has been the fate of all hegemonic powers from Napoleon's France to Stalin's Russia. Gulliver did well for himself by doing good for others. He got into trouble when he forgot etiquette and emptied his bladder on the royal palace of the Lilliputians ». (Joffe, J., « Ganging Up on Gulliver », in *Time Magazine*, June 3, 2002, p. 39.)

[125] Brzezinski, Z., *Le grand échiquier, L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Hachette, 1997, p. 68.

[126] Morgenthau, H., *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace* (1948), New York, McGraw-Hill, 1993, 6th edition, pp.4-5.

aujourd'hui en mesure de concurrencer les grandes puissances. L'avenir du système international dépendra beaucoup de la façon dont les Etats jaugeront leur puissance (à venir), leur intérêt national et leurs sphères d'influence. Cette anarchie hobbesienne ou lockienne n'empêche nullement les Etats de nouer des alliances ou des partenariats avec d'autres en fonction de leurs intérêts propres. C'est ce que R. Aron appelait le « *jeu diplomatico-stratégique* », qui prendra dans les faits plusieurs formes, selon la configuration du rapport de forces. Et s'il est évident que l'interdépendance économique peut faire réfléchir à deux fois avant d'intervenir militairement, elle n'aboutit nullement à la *pax economica*, en raison d'autres facteurs dont l'idéologie, la culture, le nationalisme, etc. Nombreux ont cru que l'intégration économique, la puissance douce, l'économie de marché, etc. formerait une alternative à l'équilibre des forces, au réalisme, à la géopolitique. Il n'en est rien, elle est complémentaire. De plus, la multipolarité ne se réduit pas aujourd'hui à une redistribution du pouvoir mais entraîne également une forte compétition au niveau des valeurs et idéologies. Les fractures idéologiques et culturelles sont omniprésentes, rendant l'équilibre des forces plus complexe que par le passé. On ne peut enfin sous-estimer (même si cette question n'est pas abordée dans cet article) comment les puissances seront affectées par des questions telles que le changement climatique, la sécurité alimentaire, etc. qui sont difficiles à prédire aujourd'hui. En effet, malgré l'ensemble des calculs et évaluations à partir des données actuelles, la non-linéarité et l'aléatoire continuent à caractériser les relations internationales.

En conclusion, le monde est aujourd'hui au milieu d'un processus d'ajustement important. Dans ce nouveau jeu d'échec ou de go chacun semble chercher sa place. Une chose est cependant certaine, si nous voulons comprendre le système international qui se profile à nous, on ne peut écarter les théories réalistes, cognitives et constructivistes au nom d'une approche idéaliste et utopique, très tendance aujourd'hui, mais si éloignée des faits et réalités sur le terrain. Nietzsche ne disat-il pas que « *les Etats sont des monstres froids, les plus froids des monstres froids* ». Ce début de 21ème siècle ne sera pas celui d'une ère irénique. Lors du Forum international Bertelsmann en 2006, Kissinger parlera en ces termes de la situation mondiale: « *Le monde ressemble à l'Europe du XVIIe siècle ; il faudrait*

qu'il devienne l'Europe du XIXe ». *In fine*, ce début de 21ème siècle pourrait bien se résumer à ce qu'écrivait Thucydide il y a plus de 2000 ans : « *The strong do what they can and the weak suffer what they must* »[127].

[127] Cité dans Wang, Y-K, « China's Grand Strategy and US Primacy : Is China Balancing American Power ? », The Brooking Institution, Center for Northeast Asian Policy Studies, July 2006.

Figure 6 : Vision américaine du monde II

Objectif : Shaping the world (Destinée manifeste)

Moyen: Grande stratégie (Hard et Soft power)

(cult., éco., milit., pol.)

Défis : Remise en question du statut de la puissance

par

Acteurs non-étatiques (C.T.) Rogue States (M.T.) Peer competitor (L.T.)

Asymétrie ontologico-stratégique, structurelle ou instrumentale

(droit international, mimétisme, alliances, organisations internationales,....)

Réponses : diplomatie coercitive, sanctions économiques, force brute, institutionnalisme stratégique, négociation, institutions internationales, coalitions ad hoc,....

Résultat espéré : garantir la suprématie américaine

- par le système bismarckien

- par le offshore balancing

Continuation de la Destinée manifeste par l'engagement sélectif